

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/008993]

25 AVRIL 2024. — Décret modifiant divers décrets relatifs à l'environnement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modificatives du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil.

Art. 2. À l'article 1^{er} du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 1° est remplacé par ce qui suit :

“ 1° permis d'environnement : la décision de l'autorité compétente, sur base de laquelle l'exploitant peut exploiter, déplacer, transformer ou étendre un établissement de première ou deuxième classe, à des conditions déterminées pour une durée déterminée ou pour la durée de l'exploitation de l'établissement; »;

2° il est inséré un 1°/1 rédigé par ce qui suit :

“ 1°/1 permis d'environnement coordonné : le document à titre informatif rédigé par le fonctionnaire technique dans le cadre d'une demande de modification, de transformation ou d'extension de l'établissement ou d'actualisation des conditions particulières du permis d'environnement, et harmonisant d'une part à droit constant, les conditions qui restent applicables à l'établissement en vertu des décisions précédemment prises en application du présent décret et, d'autre part, les conditions nouvelles relatives à la demande qui lui est soumise; »;

3° au point 4° :

a) les mots “ tout établissement appelé » sont remplacés par les mots “ toute installation ou activité appelée »;

b) il est inséré un d. rédigé comme suit :

“ d. quatre ans s'il s'agit d'un établissement créé dans le cadre d'un appel à projet lancé par le Gouvernement; »;

4° au point 5°, les mots “ tout établissement appelé » sont remplacés par les mots “ toute installation ou activité appelée »;

5° il est inséré les 30°, 31°, 32° et 33° rédigés comme suit :

“ 30° monitoring environnemental : l'ensemble des mesures de contrôle, de récolte des données devant être mises en place et évaluées par l'exploitant suivant une périodicité déterminée conformément à une annexe au permis qui les vise. Ces mesures peuvent porter tant sur les conditions générales, sectorielles et intégrales que sur les conditions particulières du permis d'environnement;

31° tout document requis concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs : tout document requis par ou en vertu de l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, ainsi que la notice d'identification des dangers, l'étude de sûreté et les périmètres de protection du voisinage;

32° périmètre de protection du voisinage : l'étude des risques, y compris les courbes y associées, sur le voisinage dans laquelle il est procédé à l'identification des accidents crédibles, à l'évaluation de la fréquence de survenance de ceux-ci, à l'évaluation de la portée des effets dangereux et de la fréquence y associée, ainsi qu'à la quantification du risque;

33° raison impérieuse liée à l'intérêt général : tout motif qui, compte tenu de la situation, s'impose de manière irrésistible et urgente, et qui est lié à la sauvegarde de l'environnement ou de la santé publique lorsque ceux-ci sont ou sont susceptibles d'être mis gravement en péril à défaut de la mise en oeuvre d'une activité ou d'une installation classée. ».

Art. 3. À l'article 6 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 4 octobre 2018, un troisième alinéa est inséré et rédigé comme suit : “ L'autorité compétente pour délivrer le permis a la possibilité d'imposer des conditions particulières à la condition qu'elles ne contreviennent pas à une disposition expresse législative ou réglementaire. ».

Art. 4. À l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 22 novembre 2007, les mots “ ou actualise » sont insérés entre les mots “ prescrit » et les mots “ des conditions particulières ».

Art. 5. Dans l'article 9 du même décret, la 2e phrase est remplacée par ce qui suit :

“ À défaut de précision, les nouvelles conditions s'appliquent à ces établissements dans un délai de cinq ans à dater de leur entrée en vigueur. ».

Art. 6. A l'article 10 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, il est inséré l'alinéa 6 suivant :

“ Par dérogation à l'alinéa 3, lorsqu'il s'agit d'une transformation ou d'une extension d'une installation ou d'une activité désignée par le Gouvernement, les délais de la procédure d'instruction du permis sont ceux applicables aux établissements de classe 1. »;

2° il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

“ § 4. Sauf si elle est justifiée pour permettre la mise en oeuvre des mesures de restitution, de sécurité ou de contrainte visées aux articles D.169, D.185, D.189 et D.201 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, la demande de transformation ou d'extension est irrecevable lorsque les dites mesures n'ont pas été mises en oeuvre.

À cet effet, le fonctionnaire technique consulte les données du fichier central visé à l'article D.144, § 1^{er}, alinéa 3, 2°, 3°, 5°, 8° et 10°, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Art. 7. Dans le même décret, l'article 13, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

“ § 2. L'autorité compétente pour délivrer le permis d'environnement en première instance est compétente pour connaître des demandes d'actualisation des conditions particulières. ».

Art. 8. À l'article 17, alinéa 2, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 4 octobre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 12° rédigé comme suit :

“ 12° en ce qui concerne les établissements soumis à l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, de prévenir et maîtriser les dangers liés aux risques d'accidents majeurs, en veillant à :

a) exercer un contrôle de l'implantation de nouveaux établissements, des modifications des établissements existants, ainsi que des nouveaux aménagements réalisés autour de ces établissements, notamment des voies de transport, des lieux fréquentés par le public et des zones d'habitation, lorsque le lieu d'implantation ou les aménagements sont susceptibles d'être à l'origine, ou d'accroître le risque ou les conséquences d'un accident majeur;

b) maintenir des distances de sécurité appropriées entre, d'une part, ces établissements et, d'autre part, les zones d'habitation, les bâtiments et les zones fréquentées par le public, les zones de loisirs et, dans la mesure du possible, les principales voies de transport;

c) protéger les zones présentant un intérêt naturel particulier ou ayant un caractère particulièrement sensible, situées à proximité de ces établissements, en prévoyant le cas échéant des distances de sécurité adéquates ou d'autres mesures appropriées;

d) prendre des mesures techniques supplémentaires de façon à ne pas accroître les risques d'accidents majeurs. »;

2° il est inséré trois alinéas rédigés comme suit entre les alinéas 3 et 4 :

“ Le Gouvernement détermine la structure et le contenu minimal des documents requis concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs.

Il précise le contenu des informations et calculs à fournir par le demandeur, ainsi que les fréquences, les seuils d'effets et les seuils de risque.

Il détermine le niveau de risque acceptable. ».

Art. 9. À l'article 19, alinéa 2, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, il est inséré un 6° rédigé comme suit :

“ 6° dans le cas visé à l'article 10, § 4. ».

Art. 10. À l'article 35 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

“ § 3. Le permis est refusé s'il apparaît que n'ont pas été mises en oeuvre :

1° les mesures de restitution concernant l'établissement et ordonnées en application des articles D.185 et D.189 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, par une décision coulée en force de chose jugée;

2° les mesures de contrainte exécutoires concernant l'établissement et ordonnées en application de l'article D.169 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

3° les mesures de restitution concernant l'établissement et ordonnées en application de l'article D.201 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, par une décision administrative ayant autorité de chose décidée.

À cet effet, le fonctionnaire technique peut consulter les données du fichier central visé à l'article D.144, § 1^{er}, alinéa 3, 2°, 3°, 5°, 8° et 10°, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Art. 11. Dans le chapitre III du même décret, il est inséré une section 6 intitulée “ Actualisation des conditions particulières ».

Art. 12. Dans la section 6 insérée par l'article 11, il est inséré un article 39/1 rédigé comme suit :

“ Art. 39/1. Le présent chapitre est applicable aux demandes d'actualisation des conditions particulières, à l'exception de l'article 39.

À défaut de l'envoi de la décision relative à la demande d'actualisation des conditions particulières dans le délai prévu à l'article 35 :

1° si le rapport de synthèse a été envoyé conformément à l'article 32 et contient une proposition d'actualisation, l'exploitation se poursuit conformément aux conditions prévues dans celui-ci;

2° si le rapport de synthèse conclu à un refus d'actualisation, l'actualisation est refusée selon les modalités prévues dans le rapport de synthèse;

3° si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé conformément à l'article 32, le demandeur peut, par envoi recommandé dans les trente jours suivant la date à laquelle le rapport de synthèse devait être envoyé, adresser un rappel à l'autorité compétente. Si, à l'expiration du délai de soixante jours prenant cours à la date de réception de l'envoi recommandé contenant rappel, l'autorité compétente n'a pas envoyé sa décision au demandeur, le permis faisant l'objet de la demande d'actualisation reste d'application.

Le Gouvernement détermine le contenu de la décision relative à l'actualisation des conditions particulières. ».

Art. 13. A l'article 40 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit :

“ § 3/1. Par dérogation au paragraphe 2, dans le cas où le permis a été refusé en 1^{er} instance du fait de l'absence de l'envoi de la décision de l'autorité compétente dans le délai imparti et, lorsque le collègue communal est l'autorité compétente, de l'absence de l'envoi du rapport de synthèse dans le délai imparti, le Gouvernement invite le demandeur à lui confirmer qu'il souhaite que sa demande soit instruite en recours. La demande du Gouvernement est envoyée dans les quinze jours de l'échéance du délai visé à l'article 35.

Le demandeur envoie la confirmation dans les trente jours de la réception de la demande du Gouvernement.

Lorsque le demandeur envoie la confirmation dans le délai imparti, les délais d'instruction et de décision courent à dater de sa réception. À défaut d'envoi de la confirmation dans le délai imparti ou lorsque le demandeur ne souhaite pas que sa demande soit instruite en recours, le dossier est clôturé.

À défaut d'envoi de la demande du Gouvernement dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le demandeur peut, d'initiative, dans les trente jours de l'échéance du délai de quinze jours visé à l'alinéa 1^{er}, inviter le Gouvernement à instruire son recours. Lorsque le demandeur invite le Gouvernement à instruire son recours, les délais d'instruction et de décision courent à dater de la réception de cette demande. »;

2° il est inséré les paragraphes 10 et 11 rédigés comme suit :

“ § 10. Le permis est refusé s'il apparaît que n'ont pas été mises en oeuvre :

1° les mesures de restitution concernant l'établissement et ordonnées en application des articles D.185 et D.189 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, par une décision coulée en force de chose jugée;

2° les mesures de contrainte exécutoires concernant l'établissement et ordonnées en application de l'article D.169 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

3° les mesures de restitution concernant l'établissement et ordonnées en application de l'article D.201 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, par une décision administrative ayant autorité de chose décidée.

À cet effet, le fonctionnaire technique peut consulter les données du fichier central visé à l'article D.144, § 1^{er}, alinéa 3, 2°, 3°, 5°, 8° et 10°, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

§ 11. Le présent article est applicable aux décisions relatives aux demandes d'actualisation des conditions particulières.

À défaut de l'envoi de la décision relative à la demande d'actualisation dans le délai prévu au paragraphe 7, la décision prise en première instance est confirmée.

Toutefois, à défaut de l'envoi de la décision prise en première instance dans le délai prévu à l'article 35 :

1° si le rapport de synthèse a été envoyé conformément au paragraphe 3 et contient une proposition d'actualisation, l'exploitation se poursuit conformément aux conditions prévues dans celui-ci. S'il contient une proposition de refus d'actualisation, l'actualisation est refusée;

2° si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé conformément au paragraphe 3, l'exploitation se poursuit conformément aux conditions prévues dans le rapport de synthèse envoyé conformément à l'article 32 s'il contient une proposition d'actualisation. S'il contient une proposition de refus d'actualisation, l'actualisation est refusée;

3° si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé conformément à l'article 32, le demandeur peut, par envoi recommandé dans les trente jours suivant la date à laquelle le rapport de synthèse devait être envoyé, adresser un rappel à l'autorité compétente. Si, à l'expiration du délai de soixante jours prenant cours à la date de réception de l'envoi recommandé contenant rappel, l'autorité compétente n'a pas envoyé sa décision au demandeur, le permis faisant l'objet de la demande d'actualisation reste d'application.

Par dérogation au paragraphe 5, le recours visant les décisions de refus visées à l'alinéa 3, 1° et 2°, est suspensif de la décision attaquée. ».

Art. 14. À l'article 45, modifié en dernier lieu par le décret du 4 octobre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} :

a) il est inséré un 9° comme suit :

“ 9° en ce qui concerne les établissements soumis à l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, les périmètres de protection du voisinage. »;

b) il est inséré un 10° rédigé comme suit :

“ 10° une annexe précisant les éléments sur lesquels porte le monitoring environnemental. Cette annexe comporte deux parties :

a) une partie I contenant un formulaire à remplir par l'exploitant, par lequel :

- il certifie avoir effectué le monitoring environnemental conformément à la partie II visée au b);
- il certifie disposer des éléments probants démontrant la réalisation du monitoring environnemental;
- il précise les problèmes révélés par le monitoring environnemental par rapport aux obligations de son permis pour les différents paramètres à contrôler et les solutions mises en oeuvre pour y remédier.

Cette partie est à transmettre au fonctionnaire technique. Le Gouvernement en établit le formulaire;

b) une partie II destinée à contenir l'ensemble des résultats du monitoring environnemental. Cette partie est à conserver par l'exploitant.

Le présent point n'est pas applicable aux établissements visés à l'annexe XXIII de l'arrêté du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. »;

2° il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

“ § 3. Le monitoring environnemental peut porter sur :

- 1° l'organisation de procédures internes;
- 2° l'existence d'un contrat de sous-traitance, d'entretien ou de surveillance, ou leur mise à jour;
- 3° des rapports ou études de mesures réalisées par un laboratoire agréé;
- 4° des mesures réalisées ou des données collectées par l'exploitant lui-même.

Le Gouvernement peut compléter ou préciser le contenu du monitoring environnemental. Il détermine la périodicité suivant laquelle la partie I de l'annexe visée à l'article 45, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10, a), est transmise au fonctionnaire technique.

La partie II est transmise par l'exploitant sur simple demande, de tout agent constatateur au sens de l'article D.141, § 1^{er}, 2°, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, de l'autorité compétente en 1^{er} instance ou d'une instance consultée dans le cadre de la délivrance du permis d'environnement ou du permis unique ou d'une actualisation.

Le Gouvernement détermine les modalités d'intégration progressive du monitoring environnemental pour les établissements existants.

L'exploitant documente la justification des données communiquées dans son monitoring environnemental et les tient à disposition de tout agent constataleur au sens de l'article D.141, § 1^{er}, 2^o, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, et du collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement, qui peuvent en solliciter la communication sur simple demande.

La partie II de l'annexe est conservée par l'exploitant au siège de l'exploitation pendant sept ans après la date de transmission de la partie I de l'annexe.

La partie I de l'annexe est signée par l'exploitant personnellement. S'il s'agit d'une personne morale, elle est signée par son organe exécutif compétent pour engager la responsabilité de ladite personne morale. ».

Art. 15. Dans le même décret, il est inséré un article 45/1 rédigé comme suit :

“ Art. 45/1. Dans le mois suivant le jour où la décision d'octroi d'un permis d'environnement ou de modification ou d'actualisation des conditions particulières est devenue définitive, le fonctionnaire technique établit un permis d'environnement coordonné qu'il envoie à l'exploitant, à l'autorité compétente et aux instances et administrations consultées dans le cadre de la procédure d'instruction de la demande.

A ce permis coordonné, et dans le même délai, le fonctionnaire technique joint une check-list de gestion environnementale à valeur indicative qui reprend pour chaque condition d'exploitation à laquelle l'exploitant est soumis, ce qu'il est concrètement attendu de lui lors d'un contrôle. Le fonctionnaire technique l'envoie, en même temps que le permis d'environnement coordonné, à l'exploitant, à l'autorité compétente et au fonctionnaire chargé de la surveillance. Le Gouvernement peut définir le contenu minimum ainsi qu'un modèle de check-list de gestion environnementale. ».

Art. 16. Dans le même décret, à l'article 48 :

1^o les mots “ Le permis est frappé de caducité » sont remplacés par les mots “ Sans préjudice des obligations liées à la remise en état et la post-gestion, le permis est frappé de caducité »;

2^o il est inséré les 3^o à 8^o rédigés comme suit :

3^o à la date anniversaire des vingt ans de l'octroi du permis ou à la date anniversaire des vingt ans de la dernière actualisation, à défaut d'envoi de l'accusé de réception dans les trente jours de la réception du rappel visé à l'article 54/1, § 1^{er}, alinéa 6;

4^o à la date d'échéance des trente jours de la réception du rappel visé à l'article 54/1, § 2, à défaut d'envoi de la demande d'actualisation endéans ce délai;

5^o à la date anniversaire des vingt ans de l'octroi du permis ou à la date anniversaire des vingt ans de la dernière actualisation dans l'hypothèse où, en réponse à la notification, l'exploitant déclare ne pas vouloir poursuivre l'exploitation de son établissement;

6^o lorsque la demande d'actualisation est déclarée incomplète en application de l'article 20, § 3 :

a) soit, en cas de première actualisation, à la date anniversaire des vingt ans de l'octroi du permis;

b) soit, à la date anniversaire des vingt ans de l'actualisation précédente;

c) soit, à la date de la décision d'incomplétude si celle-ci tombe après les dates visées aux points a et b;

7^o en cas de refus d'actualisation des conditions particulières du permis, à la date fixée par l'autorité compétente conformément à l'article 54/1, § 5;

8^o en l'absence, dans le délai de mise en oeuvre du permis, de constitution de la sûreté imposée en application de l'article 55, § 1^{er}. ».

Art. 17. L'article 50 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, est remplacé par ce qui suit :

“ Art. 50. § 1^{er}. Sans préjudice des alinéas 2 à 4 et des articles 1^{er}, 4^o et 5^o, et 52, le permis d'environnement est accordé pour la durée de l'exploitation de l'établissement.

Le permis relatif aux activités et installations afférentes aux permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol visés dans le Code de la gestion des ressources du sous-sol est délivré pour une durée allant jusqu'à l'échéance du permis exclusif auquel il se rapporte.

Les permis d'environnement autorisant des activités et installations nécessaires à la post-gestion prévue par les permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol visés dans le Code de la gestion des ressources du sous-sol peuvent être délivrés au-delà de l'échéance du permis exclusif, sans pouvoir excéder vingt ans.

Le permis unique en tant qu'il vaut permis d'environnement est accordé pour une durée identique à celle prévue pour le volet urbanistique dudit permis unique lorsque sa durée de validité est limitée dans le temps.

§ 2. Le Gouvernement peut fixer une durée de validité maximale du permis pour les installations et activités classées qu'il désigne.

§ 3. Pour les permis qui, par dérogation au paragraphe 1^{er}, sont délivrés pour une durée déterminée, la durée de validité du permis se calcule à partir du jour où la décision octroyant ce permis devient exécutoire, conformément à l'article 46. ».

Art. 18. L'article 51 du même décret est remplacé par ce qui suit :

“ Art. 51. Lorsque le permis a pour objet la transformation ou l'extension d'un établissement visé à l'article 50, § 1^{er}, alinéas 2 à 4, et § 2, il est accordé pour un terme expirant au plus tard à la date d'expiration du permis portant sur l'établissement originaire. ».

Art. 19. Dans le chapitre VII du même décret, il est inséré une section 5 intitulée “ Actualisation des conditions particulières du permis d'environnement ».

Art. 20. Dans la section 5 insérée par l'article 19, il est inséré un article 54/1 rédigé comme suit :

“ Art. 54/1. § 1^{er}. Les conditions particulières des permis d'environnement octroyés pour la durée d'exploitation de l'établissement font l'objet d'une procédure d'actualisation tous les vingt ans à compter :

1^o pour la première actualisation, de la date du permis;

2° pour les actualisations suivantes, de la date de la dernière actualisation. A cette fin, le fonctionnaire technique notifie à l'exploitant qu'il doit introduire une demande d'actualisation des conditions particulières de son permis, que ce permis comporte ou non de telles conditions :

1° pour les établissements de classe 1, en ce qui concerne la première actualisation, au plus tard douze mois avant la date anniversaire des vingt ans de l'octroi du permis, ou, pour les actualisations suivantes, avant la date anniversaire des vingt ans de la dernière actualisation;

2° pour les établissements de classe 2, en ce qui concerne la première actualisation, au plus tard neuf mois avant la date anniversaire des vingt ans de l'octroi du permis, ou, pour les actualisations suivantes, avant la date anniversaire des vingt ans de la dernière actualisation.

La demande d'actualisation porte sur l'ensemble des permis couvrant un même établissement. La date à prendre en compte pour l'application de l'alinéa 2 est celle du permis principal de l'établissement.

La notification est effectuée dans les trois mois précédant respectivement les délais de douze ou neuf mois visés à l'alinéa 2 et mentionne :

1° les informations permettant d'identifier l'établissement;

2° s'il souhaite poursuivre son activité, l'obligation pour l'exploitant d'introduire une demande d'actualisation conformément à l'alinéa 2;

3° l'obligation pour l'exploitant d'accuser réception de la notification dans les trente jours de sa réception en y indiquant son intention :

a) soit, d'introduire la demande d'actualisation conformément à l'alinéa 2;

b) soit, de ne pas poursuivre l'exploitation après la date d'échéance mentionnée dans le permis ou de la date anniversaire des vingt ans de la dernière actualisation;

4° les règles relatives à la caducité du permis en cas d'absence de réponse à la notification ou d'introduction de la demande d'actualisation.

Concomitamment la notification est envoyée à l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance.

À défaut d'envoi de l'accusé de réception dans le délai visé à l'alinéa 4, 3°, le fonctionnaire technique envoie sans délai un rappel précisant que, à défaut d'envoi de l'accusé de réception dans les trente jours de la réception du rappel, le permis sera frappé de caducité à la date anniversaire des vingt ans de l'octroi du permis ou à la date anniversaire des vingt ans de la dernière actualisation.

L'envoi de la demande d'actualisation vaut accusé de réception.

§ 2. A défaut d'envoi de la demande d'actualisation conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le fonctionnaire technique envoie sans délai un rappel précisant que, à défaut d'envoi de la demande d'actualisation dans les trente jours de la réception du rappel, le permis sera frappé de caducité à cette date.

§ 3. Si le permis est frappé de caducité, le fonctionnaire technique en informe l'exploitant ainsi que le fonctionnaire chargé de la surveillance et l'autorité compétente pour délivrer le permis d'environnement en première instance.

Dans l'hypothèse visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, 3°, b, le permis est caduc à la date anniversaire des vingt ans de l'octroi du permis ou à la date anniversaire des vingt ans de la dernière actualisation. Le fonctionnaire technique en informe l'exploitant. Il en informe en même temps le fonctionnaire chargé de la surveillance et l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance.

§ 4. Le Gouvernement arrête le formulaire établissant le contenu de la notification visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

§ 5. Lorsque l'autorité compétente refuse d'actualiser les conditions particulières du permis, elle détermine la date à laquelle il doit être mis fin à l'exploitation ainsi que, si nécessaire, les modalités complémentaires de remise en état. Elle en informe le fonctionnaire technique et le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Dans le cas visé à l'article 39/1, alinéa 2, 2°, à défaut de recours introduit par l'exploitant, la décision visée à l'alinéa 1^{er} est prise par le fonctionnaire technique dans un délai de trente jours à compter de l'échéance du délai dont disposait l'exploitant pour introduire un recours.

Dans le cas visé à l'article 40, § 11, alinéa 3, 3°, la décision visée à l'alinéa 1^{er} est prise par le fonctionnaire technique dans un délai de trente jours à compter de l'échéance du délai dont disposait l'autorité de recours pour statuer.

§ 6. Le présent article n'est pas applicable aux permis portant sur une carrière. ».

Art. 21. À l'article 55 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 18 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, il est ajouté un alinéa 4 rédigé comme suit :

“ La sûreté constituée en vertu de l'alinéa 1^{er} peut également être utilisée lorsque l'exploitant est en défaut de mettre en oeuvre les mesures de contrainte et de restitution prévues aux articles D.169, D.185, D.189 et D.201 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. »;

2° au paragraphe 4, les mots “ en cours d'exploitation » sont remplacés par les mots “ jusqu'au constat de remise en état ou, pour la partie de la sûreté relative à la post-gestion, jusqu'au constat que l'établissement n'est plus susceptible d'entraîner un danger pour l'environnement. »;

3° au paragraphe 7, les mots “ ou des obligations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 4 » sont ajoutés à la fin de l'alinéa 1^{er}.

Art. 22. Dans l'article 58 du même décret :

1° au paragraphe 2, il est inséré un 6° rédigé comme suit :

“ 6° tient à jour un registre des plaintes dont le modèle est établi par le Gouvernement.

En ce qui concerne les données à caractère personnel figurant dans le registre, leur traitement a pour finalité d'assurer le suivi et la traçabilité des plaintes et des questions posées, dans le but d'établir l'impact de l'établissement sur l'environnement. Sont notamment visées les noms, prénoms, adresses, numéros de téléphone, qualité des personnes ayant envoyé une plainte ainsi que l'identification de toute personne tierce mentionnée dans les plaintes, le motif de la plainte, la plainte et la date de l'évènement dont fait état la plainte.

Les agents constatateurs au sens de la Partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ont accès au registre sur simple demande.

Les plaintes sont conservées dans les mêmes conditions que les résultats du monitoring visé à l'article 45, § 3, alinéa 6. Au terme de ce délai, elles sont détruites par l'exploitant. »;

2° au paragraphe 3, les mots " Sans préjudice de l'article 43 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites » sont remplacé par les mots " Sans préjudice de l'article XX.134 du Code de droit économique ».

Art. 23. L'article 59 du même décret est remplacé par ce qui suit :

" Art. 59. L'exploitant conserve :

1° l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, en ce compris les décisions relatives à la modification et l'actualisation des conditions particulières;

2° toute décision de l'autorité compétente de prescrire des conditions complémentaires d'exploitation prévues à l'article 14, § 5;

3° les parties I et II du monitoring environnemental visé à l'article 45, § 3;

4° la liste des incidents et accidents visés à l'article 58, § 2, 2°;

5° le registre des plaintes visé à l'article 58, § 2, 6°. Les documents visés à l'alinéa 1^{er} sont conservés :

1° sur les lieux mêmes de l'établissement ou;

2° à tout autre endroit convenu avec le fonctionnaire technique. ».

Art. 24. À l'article 65, § 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par un décret du 4 décembre 2018 :

1° à l'alinéa 1^{er}, il est inséré un 6° rédigé comme suit :

" 6° en ce qui concerne les établissements soumis à l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, si cela est nécessaire, pour pouvoir :

a) maintenir des distances de sécurité appropriées entre, d'une part, ces établissements et, d'autre part, les zones d'habitation, les bâtiments et les zones fréquentées par le public, les zones de loisirs et, dans la mesure du possible, les principales voies de transport;

b) protéger les zones présentant un intérêt naturel particulier ou ayant un caractère particulièrement sensible, situées à proximité de ces établissements, en prévoyant des distances de sécurité adéquates ou d'autres mesures appropriées;

c) prendre des mesures techniques supplémentaires de façon à ne pas accroître les risques d'accidents majeurs. »;

2° il est ajouté un avant-dernier alinéa rédigé comme suit :

" Afin de vérifier la pertinence d'une modification à apporter aux conditions particulières d'exploitation, l'autorité compétente ou le fonctionnaire technique lorsqu'il n'est pas l'autorité compétente peut imposer à l'exploitant la fourniture d'une étude technique. ».

Art. 25. Dans la section 2 du chapitre IX du même décret, il est inséré une sous-section 5 intitulée " Raisons impérieuses d'intérêt général ».

Art. 26. Dans la sous-section 5 insérée par l'article 25, il est inséré un article 75/1 rédigé comme suit :

" Art. 75/1. En cas d'urgence, pour des raisons impérieuses liées à l'intérêt général, le ministre de l'environnement peut, à la demande de l'exploitant et sur rapport favorable du fonctionnaire technique, autoriser, pour une durée de six mois renouvelables deux fois pour la même durée, un établissement soumis à permis d'environnement.

La demande est envoyée au fonctionnaire technique au moyen du formulaire visé à l'article 17. Elle comprend en outre une justification de l'urgence et des raisons impérieuses liées à l'intérêt général. Le cas échéant, le fonctionnaire technique réclame des informations complémentaires au demandeur. La demande n'est pas soumise à enquête publique.

Le fonctionnaire technique peut envoyer la demande pour avis aux instances qu'il désigne. Sur base des avis recueillis, le fonctionnaire technique envoie son rapport au Ministre de l'environnement dans les dix jours de la réception de la demande ou, le cas échéant, des informations complémentaires. Le Ministre de l'environnement envoie sa décision au demandeur, au fonctionnaire technique et au collège communal de la commune concernée dans les cinq jours de la réception de l'avis du fonctionnaire technique. A défaut, la demande est refusée. ».

Art. 27. À l'article 76^{quater} du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est abrogé;

2° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots " trente jours » sont remplacés par les mots " quinze jours ».

Art. 28. À l'article 77, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 19 mars 2009, deux tirets sont insérés entre le premier et le deuxième tiret, rédigé comme suit :

" - ou 45, § 3, du présent décret;

- ou 55, § 3, du présent décret; ».

Art. 29. À l'article 85, alinéa 2, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, il est inséré un 6° rédigé comme suit :

" 6° dans le cas visé à l'article 10, § 4. ».

Art. 30. À l'article 93, § 3, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018 :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par les alinéas suivants :

" Lorsque l'autorité compétente est le collège communal ou le fonctionnaire délégué et le fonctionnaire technique, le demandeur peut, d'initiative ou à la demande de l'autorité compétente, informer le collège communal et le fonctionnaire délégué et le fonctionnaire technique de sa décision de produire des plans modificatifs ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences, par envoi au plus tard dix jours avant l'échéance du délai dans lequel l'autorité compétente envoie sa décision.

Lorsque l'autorité compétente est le Gouvernement, le demandeur peut, d'initiative ou à la demande du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué ou du Gouvernement, informer lesdits fonctionnaires de sa décision de produire des plans modificatifs ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences par envoi, au plus tard dix jours avant l'échéance du délai dans lequel les fonctionnaires adressent leur rapport de synthèse au Gouvernement. Il en informe simultanément le collège communal.

L'envoi par le demandeur de sa décision d'introduire des plans modificatifs ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences a pour effet d'interrompre les délais d'instruction de la demande jusqu'au dépôt de ceux-ci et au maximum pendant 180 jours. »;

2° dans l'alinéa 2, les mots " accompagnés d'un complément corollaire " sont remplacés par " ou le complément " ;

3° dans les alinéas 4, 7 et 9, les mots " et du complément corollaire " sont remplacés par " ou du complément " ;

4° dans les alinéas 6 et 8, les mots " accompagnés du complément corollaire " sont remplacés par " ou le complément " ;

5° dans l'alinéa 9, les mots " et leur complément corollaire " sont remplacés par " ou le complément " ;

6° il est inséré, avant le dernier alinéa, deux alinéas rédigés comme suit :

" A l'échéance du délai de 180 jours visé à l'alinéa 3, la procédure recommence selon les modalités prévues à l'article 86, § 3, alinéa 1^{er}, lorsque le demandeur n'a pas déposé de plans modificatifs ou de complément de notice ou d'étude d'incidences. Une enquête publique ou une consultation des instances n'est pas requise :

1° lorsque la modification projetée ou le complément de notice résulte d'une proposition ou d'une critique contenue dans les observations ou réclamations faites lors de l'enquête publique ou qui s'y rattache directement;

2° lorsque la modification projetée n'a qu'une portée limitée et ne porte pas atteinte à l'objet et à l'économie générale du projet et à ses caractéristiques substantielles;

3° lorsque le demandeur n'a pas déposé de plans modificatifs ou de complément de notice ou d'étude d'incidences à l'échéance du délai visé à l'alinéa 3.

Si le collège communal n'est pas l'autorité compétente, son avis est sollicité. ».

Art. 31. § 1^{er}. A l'article 95 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit :

" § 3/1. Par dérogation au paragraphe 2, dans le cas où le permis a été refusé en 1^e instance du fait de l'absence de l'envoi de la décision de l'autorité compétente dans le délai imparti et, lorsque le collège communal est l'autorité compétente, de l'absence de l'envoi du rapport de synthèse dans le délai imparti, le Gouvernement invite le demandeur à lui confirmer qu'il souhaite que sa demande soit instruite en recours. La demande du Gouvernement est envoyée dans les quinze jours de l'échéance du délai visé à l'article 93, §§ 1^{er} et 2.

Le demandeur envoie la confirmation dans les trente jours de la réception de la demande du Gouvernement.

Lorsque le demandeur envoie la confirmation dans le délai imparti, les délais d'instruction et de décision courent à dater de sa réception. À défaut d'envoi de la confirmation dans le délai imparti ou lorsque le demandeur ne souhaite pas que sa demande soit instruite en recours, le dossier est clôturé.

À défaut d'envoi de la demande du Gouvernement dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le demandeur peut, d'initiative, dans les trente jours de l'échéance du délai de quinze jours visé à l'alinéa 1^{er}, inviter le Gouvernement à instruire son recours. Lorsque le demandeur invite le Gouvernement à instruire son recours, les délais d'instruction et de décision courent à dater de la réception de cette demande. ».

§ 2. A l'article 95 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, il est inséré un paragraphe 3/2 rédigé comme suit :

" § 3/2. Le demandeur peut joindre au recours dont il saisit le Gouvernement des plans modifiés ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences.

Lorsqu'il est saisi d'un recours, le Gouvernement peut inviter le demandeur à déposer des plans modifiés ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences. L'envoi de cette décision intervient dans le délai qui est imparti au Gouvernement pour statuer sur le recours. Elle a pour effet d'interrompre ce délai jusqu'au dépôt des plans modifiés ou un complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences et au maximum pendant cent quatre-vingts jours. Le délai de décision du Gouvernement visé au paragraphe 7 recommence à dater de la réception des plans modificatifs ou du complément de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences.

A l'échéance du délai de 180 jours visé à l'alinéa 2, la procédure recommence selon les modalités prévues à l'article 95, § 3, alinéas 1^{er} et 2, lorsque le demandeur n'a pas déposé de plans modificatifs ou de complément de notice ou d'étude d'incidences.

Lorsque l'autorité compétente en 1^e instance est le collège communal, les plans modificatifs ou le complément de la notice ou de l'étude ne peuvent avoir qu'une portée limitée, doivent trouver leur fondement dans une observation émise dans le cadre de l'enquête publique, dans un avis ou dans la décision du collège communal et ne peuvent pas porter atteinte à l'objet et à l'économie générale du projet et à ses caractéristiques substantielles.

Lorsque sont déposés soit des plans modificatifs accompagnés d'un complément d'étude d'incidences, soit un complément d'étude d'incidences, ils sont soumis à une nouvelle enquête publique et à l'avis des instances qui ont été consultés précédemment au cours de la procédure. Le demandeur en est informé.

Une nouvelle enquête publique et l'avis des instances précitées ne sont pas requis :

1° dans tous les cas, lorsque la modification projetée ou le complément de notice résulte d'une proposition ou d'une critique contenue dans les observations ou réclamations faites lors de l'enquête publique ou qui s'y rattache directement;

2° au cas où la décision dont recours a été prise par le fonctionnaire délégué et le fonctionnaire technique, lorsque la modification projetée n'a qu'une portée limitée et ne porte pas atteinte à l'objet et à l'économie générale du projet et à ses caractéristiques substantielles;

3° lorsque le demandeur n'a pas déposé de plans modificatifs ou de complément de notice ou d'étude d'incidences à l'échéance du délai visé à l'alinéa 3.

Au cas où la décision dont recours a été prise par le collège communal, son avis est sollicité sur les plans modificatifs et le complément corollaire de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences, sans préjudice du pouvoir du Gouvernement de refuser immédiatement le permis dans l'hypothèse où les plans modifiés n'ont pas été déposés à son invitation.

Le présent paragraphe ne peut être mis en oeuvre qu'une seule fois à propos de la même demande. ».

Art. 32. À l'article 97, alinéa 3, 2°, du même décret, il est ajouté in fine les dispositions suivantes :

“ Pour la réunion de projet visée à l'article D.IV.31, l'autorité compétente invite toute instance que le fonctionnaire technique estime utile de consulter. ».

Art. 33. À l'article 176 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les lettres “ VII » sont insérées entre les lettres “ IV » et “ IX »;

2° l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

“ L'envoi est effectué au plus tard le jour de l'échéance. Par dérogation, lorsque la décision est prise par la voie électronique la veille ou le jour de l'échéance, son envoi en version papier est réalisé dans les deux jours ouvrables suivant le jour de ladite décision »;

3° il est inséré un dernier alinéa rédigé comme suit :

“ Lorsqu'en application du présent décret, l'autorité doit envoyer sa décision dans un délai déterminé selon des modalités différentes en fonction du mode d'envoi choisi par le demandeur, le déclarant ou le requérant, la date du premier de ces envois est prise en considération pour apprécier si le délai imparti à l'autorité est respecté. ».

Art. 34. A l'article 177, alinéa 2, 1° et 2°, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 22 juillet 2010, les mots “ ou d'actualisation des conditions particulières » sont insérés entre le mot “ environnement » et le mot “ portant ».

Art. 35. Dans le même décret, il est inséré un article 181^{quater} rédigé comme suit :

“ Art. 181^{quater}. Dans les limites des crédits disponibles, le Gouvernement peut octroyer aux associations sans but lucratif constituées depuis plus de deux ans une subvention d'un montant maximum de 25 000 euros ayant pour objet d'assurer l'information, la sensibilisation et l'aide à la mise en place et au suivi du monitoring environnemental des exploitants d'établissements soumis à permis d'environnement.

La demande de subvention comprend notamment un plan d'actions devant permettre d'atteindre l'objectif de sensibilisation et d'information.

Le Gouvernement fonde sa décision d'octroi ou de refus d'octroi de la subvention sur les critères suivants :

1° la qualité du plan d'actions;

2° l'adéquation de la subvention demandée avec le plan d'actions;

3° la capacité de l'association à réaliser le plan d'actions.

Le Gouvernement envoie sa décision dans un délai de cent-vingt jours à dater du jour qui suit la date de l'envoi de la décision attestant du caractère complet et recevable de la demande. L'envoi est réalisé conformément à l'article 176, alinéa 1^{er}, du présent décret. Si la décision n'est pas envoyée dans ce délai, la subvention est réputée refusée.

Le Gouvernement détermine :

1° le contenu de la demande;

2° la procédure d'octroi ou de refus de la subvention;

3° les conditions d'octroi de la subvention. ».

CHAPITRE 2. — Dispositions modificatives du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols

Art. 36. L'article 12, § 2, 1°, du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols est complété par les mots “ sauf si l'exploitant ou le titulaire des droits réels sur les parcelles concernées peut démontrer que cette autorisation n'a jamais été mise en oeuvre; ».

Art. 37. À l'article 23 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

“ S'il s'avère que, selon l'étude d'orientation dûment validée par l'administration, des investigations complémentaires doivent être menées, le permis peut être délivré à la condition que, sur la partie du site de terrain concernée, sa mise en oeuvre soit subordonnée à l'approbation de l'étude de caractérisation ou de l'étude combinée et au respect des mesures de suivi ou de sécurité ainsi que, lorsqu'un assainissement est requis, à l'approbation du projet d'assainissement et à la bonne exécution des actes et travaux d'assainissement. »;

2° au paragraphe 2, le 3° est complété par les mots “ ou un établissement d'essai au sens de l'article 1^{er}, 5°, du même décret ».

Art. 38. À l'article 24 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, point 2°, les mots “ à durée déterminée » sont insérés entre les mots “ permis » et “ ou de la déclaration »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il est inséré un 2°/1 rédigé comme suit :

“ 2°/1 en cas d'introduction de la procédure d'actualisation des conditions particulières du permis d'environnement; »;

3° le paragraphe 2 est complété par les mots “ et aux établissements d'essai au sens de l'article 1^{er}, 5°, du même décret. ».

CHAPITRE 3. — *Disposition modificative du décret du 24 mai 2018 transposant la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement en ce qui concerne la dématérialisation et la simplification administrative et diverses dispositions*

Art. 39. L'article 25 du décret du 24 mai 2018 transposant la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement en ce qui concerne la dématérialisation et la simplification administrative et diverses dispositions est abrogé.

CHAPITRE 4. — *Dispositions modificatives du Livre I^{er} du Code de l'Environnement*

Art. 40. A l'article D.29-1 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, modifié en dernier lieu par le décret du 22 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 4, b, il est inséré un 9° rédigé comme suit :

“ 9° les projets soumis à une procédure d'actualisation des conditions particulières du permis d'environnement conformément à l'article 54/1 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à l'évaluation des incidences sur l'environnement conformément aux articles D.64 et D.65, §§ 2 et 3. »;

2° dans le paragraphe 5, il est inséré un 8° rédigé comme suit :

“ 8° les projets soumis à une procédure d'actualisation des conditions particulières du permis d'environnement conformément à l'article 54/1 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. ».

Art. 41. À l'article D.29-5, § 3, alinéa 4, du même Livre du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 11 avril 2024, le 2° est remplacé par ce qui suit :

“ 2° à quatre endroits proches du lieu où le projet doit être implanté, le long d'une voie publique carrossable ou de passage, étant entendu qu'au moins deux des quatre affiches sont placées dans les quartiers résidentiels en zone d'habitat ou en zone d'habitat rural visées à l'article D.II.23, alinéa 2, 1° et 2°, du Code du Développement territorial, situées à moins d'un kilo- mètre de la parcelle concernée par la demande de permis; ».

Art. 42. Dans le chapitre II du Titre III du même Livre I^{er} du même Code, il est ajouté un article D.29-6/1 rédigé comme suit :

“ Art. D.29-6/1. Sous peine d'irrecevabilité, la demande d'autorisation d'un projet de catégorie B est introduite dans les trois ans de l'organisation de la réunion d'information. ».

Art. 43. À l'article D.29-7 du même Livre du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, le deuxième alinéa est complété par ce qui suit :

“ Si le permis est introduit dans une zone d'activité économique visée à l'article D.II.28 du Code du Développement territorial, au moins deux des quatre affiches sont placées dans les quartiers résidentiels en zone d'habitat ou en zone d'habitat à caractère rural visées à l'article D.II.23, alinéa 2, 1° et 2°, du Code du Développement territorial, situées à moins d'un kilomètre de la parcelle concernée par la demande de permis. »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots “ cinq jours » sont remplacés par les mots “ sept jours ».

Art. 44. À l'article D.29-10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Livre du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots “ deux cents mètres » sont remplacés par les mots “ trois cents mètres »;

2° les mots “ cinquante mètres » sont remplacés par les mots “ deux cents mètres ».

Art. 45. § 1^{er}. À l'article D.29-24-1 du même Livre du même Code, un alinéa 3 est ajouté, rédigé comme suit :

“ Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux demandes d'actualisation des conditions particulières visées par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. ».

§ 2. À l'article D.29-14, du même Livre du même Code, un paragraphe 3 rédigé comme suit est ajouté :

“ § 3. Au cas où le dossier visé au paragraphe 1^{er} comprend une étude d'incidences et, le cas échéant, un complément d'étude d'incidences, ceux-ci sont également consultables sur un site Internet. La commune satisfait à cette obligation lorsqu'elle met ces documents en ligne sur son site ou lorsqu'elle crée un lien avec un site Internet sur lequel ils peuvent être trouvés. ».

Art. 46. À l'article D.49 du même Livre du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} mars 2018, il est inséré un h. rédigé comme suit :

“ h. l'actualisation des conditions particulières du permis d'environnement conformément à l'article 54/1 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. ».

Art. 47. À l'article D.144, § 2, du même Livre du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 24 novembre 2021, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

“ Le fonctionnaire technique visé à l'article 10, § 4, alinéa 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement consulte les données du fichier central visé à l'article D.144, § 1^{er}, alinéa 3, 2°, 3°, 5°, 8° et 10°, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Art. 48. A l'article D.151 du même Livre du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots “ constatateur communal » sont ajoutés après le mot “ agent »;

2° à l'alinéa 2, les mots “ détermine le mode de calcul et la fixation du montant maximum » sont remplacés par les mots “ détermine la procédure, les conditions de recevabilité, le mode de calcul et le montant maximum ».

Art. 49. L'article D.152 du même Livre du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 24 novembre 2021, est remplacé par ce qui suit :

“ Art. D.152. Lorsque la protection de l'environnement ou du bien-être animal est compatible avec son objet social, un organisme d'intérêt public ou une intercommunale peut proposer au Gouvernement de désigner un ou plusieurs agents constatateurs, dans le cadre de missions à caractère régional conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour contrôler le respect des dispositions visées à l'article D.138 et les

dispositions prises en vertu de celles-ci, à l'exception de celles visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 10°, et de rechercher et constater les infractions à ces dispositions. Le Gouvernement fixe les modalités de la transmission de cette proposition, ainsi que la procédure de désignation. Les agents constatateurs des intercommunales sont habilités à mener leurs missions sur l'entière du territoire de la Région wallonne.

Dans sa décision de désignation, le Gouvernement détermine :

1° l'étendue des compétences de l'agent constatateur désigné au regard des dispositions visées à l'article D.138 en tenant compte de l'objet social de l'organisme ou de l'intercommunale;

2° les conditions que l'agent constatateur désigné doit respecter dans le cadre de l'exercice de ses missions, notamment afin de prévenir les conflits d'intérêt.

Ces agents constatateurs remplissent les conditions suivantes :

1° n'avoir subi aucune condamnation pénale du chef d'un crime, d'un délit ou d'une infraction de première ou deuxième catégorie au sens de la présente partie;

2° disposer au moins, soit :

a) d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur;

b) d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur et d'une expérience utile pour l'exercice de la fonction de cinq ans au service d'une commune ou d'une intercommunale;

3° avoir suivi avec succès une formation dont le contenu est déterminé, pour chaque type d'agent, par le Gouvernement.

Ces agents constatateurs exercent uniquement leurs compétences de police judiciaire s'ils ont prêté serment. Ces agents prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence administrative. Ces agents constatateurs collaborent à l'alimentation du fichier central visé à l'article D.144.

Ces agents constatateurs exercent leurs pouvoirs dans des conditions garantissant leur indépendance et leur impartialité. Ils décident en toute autonomie et ne reçoivent d'instructions autres que générales à cet égard.

Les compétences de police judiciaire peuvent être exercées uniquement par des agents constatateurs d'organisme d'intérêt public ou d'intercommunale ayant prêté serment. Les agents prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence administrative.

Le Gouvernement fixe les conditions permettant d'assurer l'indépendance et l'impartialité de ces agents constatateurs. Le greffier en chef communique une copie de la commission et de l'acte de prestation de serment à ses collègues des tribunaux de première instance compétents sur le territoire de la Région wallonne. ».

Art. 50. A l'article D.154 du même Livre du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot " constatateur » est inséré entre le mot " agent » et les mots " , dans les limites des crédits budgétaires disponibles »;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Le Gouvernement détermine les conditions d'octroi de la subvention, le mode de calcul et le montant maximal. ».

Art. 51. A l'article D.161 du même Livre du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 24 novembre 2021, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 52. A l'article D.162, alinéa 1^{er}, du même Livre du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, b), les mots " en ce compris tout élément de nature à permettre l'identification d'une personne » sont ajoutés après le mot " récépissé »;

b) un 8/1° est inséré entre les 8° et 9°, rédigé comme suit :

" 8/1° saisir administrativement toute chose, soit moyennant l'accord du fonctionnaire sanctionnateur, soit sur ordre de ce dernier; »;

c) au 13°, le " . » est remplacé par un " ; »;

d) l'alinéa est complété par un 14° rédigé comme suit :

" 14° consulter toute base de données utile à l'obtention des informations et à la réalisation des missions énoncées au présent article. »;

2° un deuxième alinéa est ajouté, rédigé comme suit :

" Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'agent constatateur peut demander à des personnes autres que la personne concernée, des données à caractère personnel nécessaires à la poursuite des missions qui lui sont confiées. Il justifie dans sa demande la nécessité de se procurer ces données. La personne sollicitée transfère les données demandées au fonctionnaire sanctionnateur qui est responsable des traitements de ces données à caractère personnel dès leur réception. »;

3° à l'alinéa 3, le chiffre " 8 » est remplacé par les mots " 8° et 8/1° ».

Art. 53. A l'article D.166 du même Livre du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 24 novembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot " constatateur » est inséré entre le mot " agent » et les mots " qui a constaté une infraction »;

2° au paragraphe 2, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Dans les cinq jours ouvrables à compter de la clôture de son procès-verbal de constatation, le membre du cadre opérationnel de la police fédérale ou locale transmet copie de ce procès-verbal au fonctionnaire sanctionnateur compétent en vertu de l'article D.197 pour infliger une éventuelle sanction administrative ».

Art. 54. A l'article D.171 du même Livre du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 24 novembre 2021, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 55. A l'article D.194, du même Livre du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 24 novembre 2021, au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, un 8° est ajouté, rédigé comme suit :

« 8° Le fonctionnaire sanctionnateur peut ordonner la saisie administrative de tout objet qui pourra servir à la manifestation de la vérité, de tout objet qui pourrait être source d'une infraction au sens de la présente partie, de toute chose qu'il pourrait être amené à confisquer en vertu de l'article D.198. ».

Art. 56. Dans l'article D.221, § 1^{er}, alinéa 2, du même Livre du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 24 novembre 2021, il est ajouté un 6° rédigé comme suit :

« 6° les sommes d'argent attribuées à la Région wallonne pour réparer le dommage qu'elle a subi suite à une infraction environnementale au sens du droit wallon, d'un autre droit régional ou national et/ou suite au dommage environnemental qu'elle a subi au sens de la directive 2004/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux. Cette somme peut avoir été obtenue sur base d'une décision administrative, judiciaire ou par la voie amiable. ».

Art. 57. Dans l'article D.222, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Livre du même Code, il est ajouté un 8°, rédigé comme suit :

« 8° la mise en oeuvre des mesures de réparation du dommage subi par la Région wallonne suite à une infraction environnementale au sens du droit wallon, d'un autre droit régional ou national et/ou suite au dommage environnemental au sens de la directive 2004/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux ».

CHAPITRE 5. — *Dispositions transitoires et finale*

Art. 58. § 1^{er}. Le présent article détermine les règles applicables à la durée des permis existants ainsi qu'à la demande d'actualisation de leurs conditions particulières.

Par permis existant, on entend les permis en cours de validité au jour de l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Les permis existants sont accordés pour la durée de l'exploitation de l'établissement.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable :

1° aux permis visés à l'article 50, § 1^{er}, alinéas 2 à 4, et § 2, du décret du 11 mars relatif au permis d'environnement;

2° aux permis qui arrivent à échéance, pour les établissements de classe 1, dans les quinze mois et, pour les établissements de classe 2, dans les douze mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Les établissements visés à l'alinéa 2 restent soumis à la procédure d'octroi des permis visés aux chapitres III, IV et XI du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Les permis portant sur une carrière qui ont été accordés pour une durée illimitée sont accordés pour la durée de l'exploitation de la carrière.

Les permis portant sur une ou plusieurs éoliennes sont accordés pour la durée d'exploitation de l'établissement en ce qui concerne la partie environnementale et pour une durée illimitée en ce qui concerne la partie urbanistique.

§ 3. Pour les permis visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le directeur de la direction extérieure concernée du Département des permis et autorisations, ci-après nommé le fonctionnaire technique, notifie à l'exploitant qu'il doit introduire une demande d'actualisation des conditions particulières de son permis.

La demande d'actualisation porte sur l'ensemble des permis couvrant un même établissement. La date d'échéance à prendre en compte est celle du permis principal de l'établissement. Si le permis principal a été délivré sans date d'échéance, il est, pour l'application du présent paragraphe, réputé arrivé à échéance vingt-quatre mois après la date d'entrée en vigueur du présent décret.

La notification mentionne :

1° les informations permettant d'identifier l'établissement;

2° l'obligation pour l'exploitant d'accuser réception de la notification dans les trente jours de sa réception en y indiquant son intention de poursuivre ou non son activité après la date d'échéance mentionnée dans son permis;

3° s'il souhaite poursuivre son activité au-delà de la date d'échéance mentionnée dans son permis, l'obligation d'introduire une demande d'actualisation des conditions particulières dudit permis;

4° pour les permis auxquels l'échéancier visé au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, n'est pas applicable, la date avant laquelle la demande d'actualisation doit être introduite;

5° pour les permis auxquels l'échéancier visé au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, est applicable, la période endéans laquelle la demande d'actualisation doit être introduite;

6° les règles relatives à la caducité du permis en cas d'absence de réponse à la notification ou d'introduction de la demande d'actualisation.

Concomitamment la notification est envoyée à l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance.

À défaut d'envoi de l'accusé de réception dans le délai visé à l'alinéa 3, 2°, ou de la demande d'actualisation dans le délai visé, selon le cas, à l'alinéa 3, 4° ou 5°, le fonctionnaire technique envoie un rappel précisant que :

1° en l'absence de l'envoi de l'accusé de réception dans les trente jours de la réception du rappel, le permis sera frappé de caducité à la date d'échéance mentionnée dans le permis;

2° en l'absence de l'envoi de la demande d'actualisation dans les trente jours de la réception du rappel, le permis sera frappé de caducité à cette date.

L'envoi de la demande d'actualisation vaut accusé de réception.

Si le permis est frappé de caducité, le fonctionnaire technique en informe l'exploitant, ainsi que le fonctionnaire chargé de la surveillance et l'autorité compétente pour délivrer le permis d'environnement en première instance.

Le Gouvernement arrête le formulaire établissant le contenu de la notification visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. Pour la détermination de la période visée au paragraphe 3, alinéa 3, 5°, le fonctionnaire technique établit un échéancier septennal ayant valeur indicative qui prend en compte les critères suivants :

1° la date de délivrance du permis d'environnement et la durée du permis octroyée initialement;

2° la nature de l'établissement;

3° le risque environnemental;

4° la stratégie répressive.

Le terme de la période ne dépasse pas un délai de sept ans suivant la date d'échéance mentionnée dans le permis.

L'échéancier n'est pas applicable :

1° aux établissements de classe 1;

2° aux établissements visés à l'article 1^{er}, § 3, 2°, de l'arrêté du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

3° aux établissements visés à l'annexe XXIII de l'arrêté du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

4° aux établissements dont l'exploitant a fait l'objet d'un jugement ou d'une décision visée à l'article 144, § 1^{er}, alinéa 3, 8° et 10°, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement prononcé dans les cinq ans précédant la date à laquelle la notification visée au paragraphe 2, alinéa 2, est envoyée;

5° aux établissements pour lesquels, dans les cinq ans précédant la date à laquelle la notification visée au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est envoyée, les mesures suivantes ont été ordonnées à charge de l'exploitant :

a) les mesures de restitution concernant l'établissement et ordonnées en application des articles D.185 et D.189 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, par une décision coulée en force de chose jugée;

b) les mesures de contrainte exécutoires concernant l'établissement et ordonnées en application de l'article D.169 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

c) les mesures de restitution concernant l'établissement et ordonnées en application de l'article D.201 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, par une décision administrative ayant autorité de chose décidée.

Pour l'application de l'alinéa 3, 4° et 5°, le fonctionnaire technique peut consulter les données du fichier central visé à l'article D.144, § 1^{er}, alinéa 3, 2°, 3°, 5°, 8° et 10°, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

§ 5. La notification visée au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est effectuée au plus tard six mois avant la date d'échéance mentionnée dans le permis.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la notification est effectuée :

1° pour les établissements de classe 1, au plus tard trois mois avant un délai de douze mois précédant la date d'échéance mentionnée dans le permis;

2° pour les établissements de classe 2 qui ne sont pas visés par l'échéancier, au plus tard trois mois avant un délai de neuf mois précédant la date d'échéance mentionnée dans le permis.

§ 6. La demande d'actualisation est introduite :

1° pour les établissements de classe 1, au plus tard douze mois avant la date d'échéance mentionnée dans le permis, sous réserve du rappel visé au paragraphe 3, alinéa 5, 2°;

2° pour les établissements de classe 2 qui ne sont pas visés par l'échéancier, au plus tard neuf mois avant la date d'échéance mentionnée dans le permis, sous réserve du rappel visé au paragraphe 3, alinéa 5, 2°.

En ce qui concerne les établissements visés par l'échéancier, la demande d'actualisation est envoyée dans la période fixée par le fonctionnaire technique conformément au paragraphe 3, alinéa 3, 5°, sous réserve du rappel visé au paragraphe 3, alinéa 6, 2°. Toute demande introduite avant le début de cette période est irrecevable.

§ 7. Le permis est caduc :

1° à la date d'échéance mentionnée dans le permis à défaut d'envoi de l'accusé de réception dans les trente jours de la réception du rappel visé à au paragraphe 3, alinéa 5, 1°;

2° à la date d'échéance des trente jours de la réception du rappel visé à au paragraphe 3, alinéa 5, 2°, à défaut d'envoi de la demande d'actualisation endéans ce délai;

3° à la date d'échéance mentionnée dans le permis dans l'hypothèse où, en réponse à la notification, l'exploitant déclare ne pas vouloir poursuivre l'exploitation de son établissement;

4° lorsque la demande d'actualisation est déclarée incomplète en application de l'article 20, § 3, du décret :

a) soit à la date d'échéance mentionnée dans le permis;

b) soit à la date de la décision visée à l'article 20, § 3, si celle-ci tombe après la date visée au point a);

5° en cas de refus d'actualisation des conditions particulières du permis. Dans ce cas, l'autorité compétente détermine la date à laquelle il doit être mis fin à l'exploitation ainsi que les modalités complémentaires de remise en état. Elle en informe le fonctionnaire technique.

§ 8. Les envois visés aux paragraphes 1^{er} à 4 sont réalisés conformément à l'article 176, alinéa 1^{er}, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Art. 59. Sous réserve de l'article 17, les demandes de permis d'environnement ou de permis unique ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 60. Le présent décret entre en vigueur à la date déterminée par le Gouvernement, à l'exception de l'article 27 qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

L'article 5 ne s'applique pas aux conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1663 (2023-2024) N°s 1, 1bis à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 24 avril 2024.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/008993]

25. APRIL 2024 — Dekret zur Abänderung verschiedener Dekrete im Zusammenhang mit der Umwelt (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 - *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2012/18/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Juli 2012 zur Beherrschung der Gefahren schwerer Unfälle mit gefährlichen Stoffen, zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinie 96/82/EG des Rates teilweise umgesetzt.

Art. 2 - In Artikel 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"1° Umweltgenehmigung: Entscheidung der zuständigen Behörde, auf deren Grundlage der Betreiber zu bestimmten Bedingungen für einen festgelegten Zeitraum oder für die Betriebsdauer einen Betrieb der Klasse 1 oder 2 betreiben, verlegen, umwandeln oder erweitern kann;"

2° eine Ziffer 1°/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"1°/1 koordinierte Umweltgenehmigung: das Dokument mit informativem Charakter, das vom technischen Beamten im Rahmen eines Antrags auf Änderung, Umwandlung oder Erweiterung des Betriebs oder auf Aktualisierung der besonderen Bedingungen der Umweltgenehmigung erstellt wird und das einerseits nach ständigem Recht die Bedingungen, die aufgrund der zuvor in Anwendung des vorliegenden Dekrets getroffenen Entscheidungen weiterhin für den Betrieb gelten, und andererseits die neuen Bedingungen in Bezug auf den ihm vorgelegten Antrag harmonisiert;"

3° in Ziffer 4:

a) die Wortfolge "jeglicher Betrieb, der dazu bestimmt ist," wird durch die Wortfolge "jegliche Anlage oder Tätigkeit, die dazu bestimmt ist," ersetzt;

b) es wird ein Buchstabe d mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"d. vier Jahre, wenn es sich um einen Betrieb handelt, der im Rahmen einer von der Regierung veröffentlichten Aufforderung zur Einreichung von Projekten gegründet wurde;"

4° in Ziffer 5 wird die Wortfolge "jeglicher Betrieb, der dazu bestimmt ist," durch die Wortfolge "jegliche Anlage oder Tätigkeit, die dazu bestimmt ist," ersetzt;

5° es werden die Ziffern 30, 31, 32 und 33 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"30° Umweltmonitoring: alle Kontroll- und Datenerhebungsmaßnahmen, die vom Betreiber in bestimmten Zeitabständen gemäß einem Anhang zur Genehmigung, in dem sie aufgeführt sind, durchgeführt und bewertet werden müssen. Diese Maßnahmen können sich sowohl auf die allgemeinen, sektoralen und integralen Bedingungen als auch auf die besonderen Bedingungen der Umweltgenehmigung beziehen;

31° jedes erforderliche Dokument bezüglich der Beherrschung der Gefahren schwerer Unfälle: jedes Dokument, das durch oder aufgrund des Kooperationsabkommens vom 16. Februar 2016 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt bezüglich der Beherrschung der Gefahren schwerer Unfälle mit gefährlichen Stoffen erforderlich ist, sowie die Notiz zur Identifizierung der Gefahren, die Sicherheitsstudie und die Schutzzonen der Nachbarschaft;

32° Schutzzone der Nachbarschaft: die Risikostudie, einschließlich der zugehörigen Kurven, für die Nachbarschaft, in der glaubwürdige Unfälle ermittelt, die Häufigkeit ihres Eintretens bewertet, das Ausmaß der gefährlichen Auswirkungen und die damit verbundene Häufigkeit bewertet und das Risiko quantifiziert werden;

33° zwingender Grund im Zusammenhang mit dem Allgemeininteresse: jeder Grund, der in Anbetracht der Sachlage in unwiderstehlicher und dringender Weise erforderlich ist und mit dem Schutz der Umwelt oder der öffentlichen Gesundheit zusammenhängt, wenn diese ernsthaft gefährdet sind oder sein können, wenn eine eingestufte Tätigkeit oder Anlage nicht durchgeführt wird. "

Art. 3 - In Artikel 6 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Die für die Erteilung der Genehmigung zuständige Behörde hat die Möglichkeit, besondere Bedingungen aufzuerlegen, sofern diese nicht gegen eine ausdrückliche Gesetzes- oder Verordnungsbestimmung verstoßen. "

Art. 4 - In Artikel 7 § 2 Absatz 1 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, wird nach der Wortfolge "Wenn die zuständige Behörde Sonderbedingungen vorschreibt" die Wortfolge "oder aktualisiert" eingefügt.

Art. 5 - In Artikel 9 desselben Dekrets wird der zweite Satz durch Folgendes ersetzt:

"In Ermangelung genauerer Angaben sind die neuen Bedingungen auf diese Betriebe innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab ihrem Inkrafttreten anwendbar. "

Art. 6 - In Artikel 10 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 wird der Absatz 6 eingefügt:

"Abweichend von Absatz 3, wenn es sich um eine Umwandlung oder eine Erweiterung einer von der Regierung bestimmten Anlage oder Tätigkeit handelt, sind die Fristen für das Untersuchungsverfahren der Genehmigung diejenigen, die auf Betriebe der Klasse 1 anwendbar sind. ";

2° es wird ein Paragraf 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 4. Sofern er nicht gerechtfertigt ist, um die Durchführung der in den Artikeln D.169, D.185, D.189 und D.201 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten Wiederherstellungs-, Sicherheits- oder Zwangsmaßnahmen zu ermöglichen, ist der Antrag auf Umwandlung oder Erweiterung unzulässig, wenn die genannten Maßnahmen nicht durchgeführt worden sind.

Zu diesem Zweck ruft der technische Beamte die Daten der in Artikel D.144 § 1 Absatz 3 Ziffern 2, 3, 5, 8 und 10 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten zentralen Datei ab. "

Art. 7 - In demselben Dekret wird Artikel 13, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 2. Mai 2019, dessen gegenwärtiger Text den Paragrafen 1 bilden wird, durch einen Paragrafen 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 2. Die Behörde, die für die Erteilung der Umweltgenehmigung in erster Instanz zuständig ist, ist für Anträge auf Aktualisierung der besonderen Bedingungen zuständig. "

Art. 8 - In Artikel 17 Absatz 2 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° eine Ziffer 12 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"12° was die Betriebe betrifft, die dem Zusammenarbeitsabkommen vom 16. Februar 2016 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren schwerer Unfälle mit gefährlichen Stoffen unterliegen, die Vermeidung und die Beherrschung der Gefahren im Zusammenhang mit den Risiken schwerer Unfälle, indem gewährleistet wird, dass:

a) die Ansiedlung neuer Betriebe, die Änderungen bestehender Betriebe sowie der neuen Entwicklungen in der Umgebung dieser Betriebe, insbesondere von Verkehrswegen, Orten mit Personenverkehr und Wohngebieten, kontrolliert werden, wenn der Standort oder die Erschließungen das Risiko oder die Folgen eines schweren Unfalls verursachen oder erhöhen könnten;

b) angemessene Sicherheitsabstände zwischen diesen Betrieben einerseits und Wohngebieten, Gebäuden und Bereichen mit Personenverkehr, Erholungsgebieten und, soweit möglich, den Hauptverkehrswegen andererseits eingehalten werden;

c) Gebiete von besonderem natürlichem Interesse oder mit besonders empfindlicher Natur, die sich in der Nähe solcher Betriebe befinden, gegebenenfalls durch angemessene Sicherheitsabstände oder andere geeignete Maßnahmen geschützt werden;

d) zusätzliche technische Maßnahmen ergriffen werden, um die Risiken schwerer Unfälle nicht zu erhöhen. ";

2° zwischen die Absätze 3 und 4 werden drei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Regierung legt die Struktur und den Mindestinhalt der erforderlichen Unterlagen zur Beherrschung der Gefahren schwerer Unfälle fest.

Sie bestimmt den Inhalt der vom Antragsteller vorzulegenden Informationen und Berechnungen sowie die Häufigkeiten, Wirkungsschwellen und Risikoschwellen näher.

Sie legt das akzeptable Risikoniveau fest. "

Art. 9 - In Artikel 19 Absatz 2 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 2. Mai 2019, wird eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“6° in dem in Artikel 10 § 4 genannten Fall. ”.

Art. 10 - In Artikel 35 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, wird ein Paragraf 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 3. Die Genehmigung wird verweigert, wenn sich herausstellt, dass folgende Maßnahmen nicht ergriffen wurden:

1° die den Betrieb betreffenden Wiederherstellungsmaßnahmen, die in Anwendung der Artikel D.185 und D.189 des Buches I des Umweltgesetzbuches durch eine formell rechtskräftige Entscheidung angeordnet wurden;

2° die den Betrieb betreffenden vollstreckbaren Zwangsmaßnahmen, die in Anwendung von Artikel D.169 des Buches I des Umweltgesetzbuches angeordnet wurden;

3° die den Betrieb betreffenden Wiederherstellungsmaßnahmen, die in Anwendung des Artikels D.201 des Buches I des Umweltgesetzbuches durch eine materiell rechtskräftige Verwaltungsentscheidung angeordnet wurden.

Zu diesem Zweck kann der technische Beamte die Daten der in Artikel D.144 § 1 Absatz 3 Ziffern 2, 3, 5, 8 und 10 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten zentralen Datei abrufen. ”.

Art. 11 - In Kapitel III desselben Dekrets wird ein Abschnitt 6 mit der Überschrift “Aktualisierung der besonderen Bedingungen” eingefügt.

Art. 12 - In den durch Artikel 11 eingefügten Abschnitt 6 wird ein Artikel 39/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 39/1 - Das vorliegende Kapitel ist mit Ausnahme von Artikel 39 auf Anträge auf Aktualisierung der besonderen Bedingungen anwendbar.

Wenn die Entscheidung über den Antrag auf Aktualisierung der besonderen Bedingungen nicht innerhalb der in Artikel 35 genannten Frist versandt wird:

1° wenn der zusammenfassende Bericht gemäß Artikel 32 versandt wurde und einen Vorschlag für eine Aktualisierung enthält, wird die Betreibung gemäß den darin vorgesehenen Bedingungen fortgesetzt;

2° wenn der zusammenfassende Bericht zu dem Schluss kommt, dass die Aktualisierung abgelehnt wird, wird die Aktualisierung gemäß den im zusammenfassenden Bericht vorgesehenen Modalitäten abgelehnt;

3° wenn der zusammenfassende Bericht nicht gemäß Artikel 32 versandt wurde, kann der Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum, an dem der zusammenfassende Bericht versandt werden musste, per Einschreiben eine Mahnung an die zuständige Behörde richten. Hat die zuständige Behörde nach Ablauf der Frist von sechzig Tagen, die mit dem Tag des Empfangs des Einschreibens mit der Mahnung beginnt, dem Antragsteller ihre Entscheidung nicht versandt, so bleibt die Genehmigung, für die die Aktualisierung beantragt wurde, gültig.

Die Regierung legt den Inhalt der Entscheidung über die Aktualisierung der besonderen Bedingungen fest. ”.

Art. 13 - In Artikel 40 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° ein Paragraf 3/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

“§ 3/1. Abweichend von Paragraf 2 in dem Fall, dass die Genehmigung in 1. Instanz abgelehnt wurde, weil die Entscheidung der zuständigen Behörde nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist versandt wurde und, wenn das Gemeindegremium die zuständige Behörde ist, der zusammenfassende Bericht nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist versandt wurde, fordert die Regierung den Antragsteller auf, ihr zu bestätigen, dass er wünscht, dass sein Antrag im Rahmen eines Beschwerdeverfahrens bearbeitet wird. Die Aufforderung der Regierung wird innerhalb von fünfzehn Tagen nach Ablauf der in Artikel 35 erwähnten Frist versandt.

Der Antragsteller versendet die Bestätigung innerhalb von dreißig Tagen ab dem Empfang der Aufforderung der Regierung.

Wenn der Antragsteller die Bestätigung innerhalb der eingeräumten Frist versendet, laufen die Fristen für die Untersuchung und die Entscheidung ab ihrem Empfang. Wenn die Bestätigung nicht innerhalb der eingeräumten Frist versandt wurde oder wenn der Antragsteller nicht wünscht, dass sein Antrag im Rahmen eines Beschwerdeverfahrens bearbeitet wird, wird die Akte geschlossen.

Wird der Antrag der Regierung nicht innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist versandt, so kann der Antragsteller auf eigene Initiative innerhalb von dreißig Tagen nach Ablauf der in Absatz 1 genannten Frist von fünfzehn Tagen die Regierung auffordern, seine Beschwerde zu untersuchen. Wenn der Antragsteller die Regierung auffordert, seine Beschwerde zu untersuchen, laufen die Fristen für die Untersuchung und die Entscheidung ab dem Empfang dieses Antrags. ”;

2° die Paragraphen 10 und 11 mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

“§ 10. Die Genehmigung wird verweigert, wenn sich herausstellt, dass folgende Maßnahmen nicht ergriffen wurde:

1° die den Betrieb betreffenden Wiederherstellungsmaßnahmen, die in Anwendung der Artikel D.185 und D.189 des Buches I des Umweltgesetzbuches durch eine formell rechtskräftige Entscheidung angeordnet wurden;

2° die den Betrieb betreffenden vollstreckbaren Zwangsmaßnahmen, die in Anwendung von Artikel D.169 des Buches I des Umweltgesetzbuches angeordnet wurden;

3° die den Betrieb betreffenden Wiederherstellungsmaßnahmen, die in Anwendung des Artikels D.201 des Buches I des Umweltgesetzbuches durch eine materiell rechtskräftige Verwaltungsentscheidung angeordnet wurden.

Zu diesem Zweck kann der technische Beamte die Daten der in Artikel D.144 § 1 Absatz 3 Ziffern 2, 3, 5, 8 und 10 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten zentralen Datei abrufen.

§ 11. Der vorliegende Artikel gilt für Entscheidungen über Anträge auf Aktualisierung der besonderen Bedingungen.

Wenn innerhalb der in Paragraf 7 genannten Frist keine Entscheidung über den Antrag auf Aktualisierung versandt wurde, dann wird die in erster Instanz getroffene Entscheidung bestätigt.

Jedoch wird die Entscheidung in erster Instanz nicht innerhalb der in Artikel 35 genannten Frist versandt:

1° wenn der zusammenfassende Bericht gemäß Paragraf 3 versandt wurde und einen Vorschlag für eine Aktualisierung enthält, wird die Betriebstätigkeit gemäß den darin vorgesehenen Bedingungen fortgesetzt. Enthält dieser einen Vorschlag zur Ablehnung der Aktualisierung, so wird die Aktualisierung abgelehnt;

2° wenn der zusammenfassende Bericht nicht gemäß Paragraf 3 versandt wurde, wird die Betriebstätigkeit gemäß den Bedingungen fortgesetzt, die in dem gemäß Artikel 32 versandten zusammenfassenden Bericht vorgesehen sind, wenn dieser einen Vorschlag für eine Aktualisierung enthält. Wenn dieser einen Vorschlag zur Ablehnung der Aktualisierung enthält, wird die Aktualisierung abgelehnt;

3° wenn der zusammenfassende Bericht nicht gemäß Artikel 32 versandt wurde, kann der Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum, an dem der zusammenfassende Bericht versandt werden musste, per Einschreiben eine Mahnung an die zuständige Behörde richten. Hat die zuständige Behörde nach Ablauf der Frist von sechzig Tagen, die mit dem Tag des Empfangs des Einschreibens mit der Mahnung beginnt, dem Antragsteller ihre Entscheidung nicht versandt, so bleibt die Genehmigung, für die die Aktualisierung beantragt wurde, gültig.

Abweichend von Paragraf 5 hat die Beschwerde gegen die in Absatz 3 Ziffern 1 und 2 genannten Entscheidungen zur Ablehnung eine aufschiebende Wirkung gegenüber der angefochtenen Entscheidung. ”.

Art. 14 - In Artikel 45, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 Absatz 1:

a) wird eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”9° was die Betriebe betrifft, die dem Zusammenarbeitsabkommen vom 16. Februar 2016 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren schwerer Unfälle mit gefährlichen Stoffen unterliegen, die Schutzzonen der Nachbarschaft. ”;

b) wird eine Ziffer 10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”10° ein Anhang, in dem die Elemente angegeben sind, auf die sich das Umweltmonitoring bezieht. Dieser Anhang besteht aus zwei Teilen:

a) Teil I mit einem vom Betreiber auszufüllenden Formular, mit dem:

- er bescheinigt, dass er das Umweltmonitoring gemäß dem unter Buchstabe b) erwähnten Teil II durchgeführt hat;
- er bescheinigt, dass er über die Nachweise verfügt, die die Durchführung des Umweltmonitoring belegen;
- er gibt an, welche Probleme das Umweltmonitoring im Hinblick auf die Verpflichtungen aus seiner Genehmigung für die verschiedenen zu überwachenden Parameter aufgedeckt hat und welche Lösungen zur Behebung dieser Probleme umgesetzt wurden.

Dieser Teil ist an den technischen Beamten weiterzuleiten. Die Regierung stellt das Formular dafür auf;

b) Teil II, der dazu bestimmt ist, alle Ergebnisse des Umweltmonitoring zu enthalten. Dieser Teil wird vom Betreiber aufbewahrt.

Die vorliegende Ziffer ist auf die Anhang XXIII des Erlasses vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung genannten Betriebe gültig. ”;

2° es wird ein Paragraf 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”§ 3. Das Umweltmonitoring kann sich auf Folgendes beziehen:

- 1° die Organisation von internen Verfahren;
- 2° das Vorhandensein eines Unterauftrags, eines Wartungs- oder Überwachungsvertrags oder deren Aktualisierung;
- 3° Berichte oder Studien über Messungen, die von einem zugelassenen Labor durchgeführt wurden;
- 4° die vom Betreiber selbst durchgeführten Messungen oder gesammelten Daten.

Die Regierung kann den Inhalt des Umweltmonitorings ergänzen bzw. näher bestimmen. Sie legt fest, in welchen Zeitabständen Teil I der in Artikel 45 § 1 Absatz 1 Ziffer 10 Buchstabe a) genannten Anlage dem technischen Beamten übermittelt wird.

Teil II wird vom Betreiber auf einfache Anfrage übermittelt, von jedem feststellenden Bediensteten im Sinne von Artikel D.141 § 1 Ziffer 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches, von der zuständigen Behörde in erster Instanz oder einer Instanz, die im Rahmen der Erteilung der Umweltgenehmigung, der Globalgenehmigung oder einer Aktualisierung konsultiert wird.

Die Regierung legt die Modalitäten für die schrittweise Integration des Umweltmonitorings für bestehende Betriebe fest.

Der Betreiber dokumentiert die Begründung der in seinem Umweltmonitoring mitgeteilten Daten und hält sie für jeden feststellenden Bediensteten im Sinne von Artikel D.141 § 1 Ziffer 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches und für das Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, zur Verfügung, die auf einfache Anfrage die Mitteilung der Daten beantragen können.

Teil II des Anhangs ist vom Betreiber am Sitz des Betriebs sieben Jahre lang nach dem Datum der Übermittlung von Teil I der Anlage aufzubewahren.

Teil I des Anhangs ist vom Betreiber persönlich zu unterzeichnen. Wenn es sich um eine juristische Person handelt, wird er von ihrem ausführenden Organ unterzeichnet, das befugt ist, die Haftung dieser juristischen Person zu übernehmen. ”.

Art. 15 - In demselben Dekret wird ein Artikel 45/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 45/1 - Innerhalb eines Monats nach dem Tag, an dem die Entscheidung über die Erteilung einer Umweltgenehmigung oder über die Änderung oder Aktualisierung der besonderen Bedingungen rechtskräftig geworden ist, erstellt der technische Beamte eine koordinierte Umweltgenehmigung, die er dem Betreiber, der zuständigen Behörde und den im Rahmen des Verfahrens zur Untersuchung des Antrags konsultierten Stellen und Verwaltungen übermittelt.

Dieser koordinierten Genehmigung fügt der technische Beamte innerhalb derselben Frist eine Checkliste für das Umweltmanagement mit Richtwert bei, in der für jede Bedingung der Betreibung, der der Betreiber unterliegt, aufgeführt ist, was bei einer Kontrolle konkret von ihm erwartet wird. Der technische Beamte versendet sie zusammen mit der koordinierten Umweltgenehmigung an den Betreiber, die zuständige Behörde und den mit der Überwachung beauftragten Beamten. Die Regierung kann den Mindestinhalt sowie ein Muster für eine Checkliste für das Umweltmanagement festlegen. ”.

Art. 16 - In Artikel 48 desselben Dekrets:

1° wird die Wortfolge ”Die ausgestellte Genehmigung wird hinfällig” durch die Wortfolge ”Unbeschadet der Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Wiederinstandsetzung und der Nachbewirtschaftung wird die Genehmigung hinfällig” ersetzt;

2° werden die Ziffern 3 bis 8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”3° am zwanzigsten Jahrestag der Erteilung der Genehmigung oder am zwanzigsten Jahrestag der letzten Aktualisierung, wenn die Empfangsbestätigung nicht innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang der in Artikel 54/1 § 1 Absatz 6 genannten Mahnung versandt wird;

4° am Ablaufdatum der dreißig Tage nach Empfang der in Artikel 54/1 § 2 genannten Mahnung, wenn der Aktualisierungsantrag nicht innerhalb dieser Frist versandt wird;

5° am zwanzigsten Jahrestag der Erteilung der Genehmigung oder am zwanzigsten Jahrestag der letzten Aktualisierung, falls der Betreiber in seiner Antwort auf die Mitteilung erklärt, dass er die Betreibung seines Betriebs nicht fortsetzen möchte;

6° wenn der Aktualisierungsantrag in Anwendung von Artikel 20 § 3 für unvollständig erklärt wird:

a) entweder, im Falle einer ersten Aktualisierung, am zwanzigsten Jahrestag der Erteilung der Genehmigung;

b) oder am zwanzigsten Jahrestag der vorherigen Aktualisierung;

c) oder am Tag der Entscheidung über die Unvollständigkeit, wenn dieses Datum nach den unter den Buchstaben a und b genannten Zeitpunkten fällt;

7° im Falle der Ablehnung, die besonderen Bedingungen der Genehmigung zu aktualisieren, an dem von der zuständigen Behörde gemäß Artikel 54/1 § 5 festgelegten Datum;

8° wenn innerhalb der Frist für die Umsetzung der Genehmigung die in Anwendung von Artikel 55 § 1 auferlegte Sicherheit nicht geleistet wurde. ”.

Art. 17 - Artikel 50 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 50 - § 1. Unbeschadet der Absätze 2 bis 4 und der Artikel 1 Ziffern 4 und 5 und 52 wird die Umweltgenehmigung für die Dauer der Betriebstätigkeit erteilt.

Die Genehmigung für Tätigkeiten und Anlagen im Zusammenhang mit den Exklusivgenehmigungen zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen, die im Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen genannt werden, wird für einen Zeitraum ausgestellt, der bis zum Ablauf der Exklusivgenehmigung reicht, auf die sie sich bezieht.

Umweltgenehmigungen, durch die Tätigkeiten und Anlagen genehmigt werden, die für die Nachbewirtschaftung erforderlich sind, die in den im Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen genannten Exklusivgenehmigungen zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen vorgesehen ist, können über die Laufzeit der Exklusivgenehmigung hinaus erteilt werden, dürfen aber 20 Jahre nicht überschreiten.

Die Globalgenehmigung, soweit sie als Umweltgenehmigung gilt, wird für die gleiche Dauer erteilt wie die für den städtebaulichen Teil der genannten Globalgenehmigung vorgesehene Dauer, wenn ihre Gültigkeitsdauer zeitlich begrenzt ist.

§ 2. Die Regierung kann für die von ihr bestimmten eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten eine maximale Gültigkeitsdauer der Genehmigung festlegen.

§ 3. Bei Genehmigungen, die abweichend von Paragraph 1 befristet erteilt werden, errechnet sich die Gültigkeitsdauer der Genehmigung ab dem Tag, an dem die Entscheidung über die Erteilung der Genehmigung gemäß Artikel 46 vollstreckbar wird. ”.

Art. 18 - Artikel 51 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 51 - Wenn die Genehmigung die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs nach Artikel 50 § 1 Absätze 2 bis 4 und § 2 zum Gegenstand hat, wird sie für eine Dauer gewährt, die spätestens bis zum Datum des Ablaufs der Genehmigung betreffend den Ursprungsbetrieb gilt. ”.

Art. 19 - In Kapitel VII desselben Dekrets wird ein Abschnitt 5 mit der Überschrift ”Aktualisierung der besonderen Bedingungen der Umweltgenehmigung” eingefügt.

Art. 20 - In den durch Artikel 19 eingefügten Abschnitt 5 wird ein Artikel 54/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 54/1 - § 1. Die besonderen Bedingungen der Umweltgenehmigungen, die für die Dauer der Betriebstätigkeit erteilt wurden, sind alle zwanzig Jahre Gegenstand eines Aktualisierungsverfahrens, und zwar ab:

1° dem Datum der Genehmigung für die erste Aktualisierung;

2° dem Datum der letzten Aktualisierung für die folgenden Aktualisierungen. Zu diesem Zweck teilt der technische Beamte dem Betreiber mit, dass er einen Antrag auf Aktualisierung der besonderen Bedingungen für seine Genehmigung stellen muss, unabhängig davon, ob diese Genehmigung solche Bedingungen enthält oder nicht:

1° bei Betrieben der Klasse 1 für die erste Aktualisierung spätestens zwölf Monate vor dem zwanzigsten Jahrestag der Erteilung der Genehmigung bzw. für die folgenden Aktualisierungen vor dem zwanzigsten Jahrestag der letzten Aktualisierung;

2° bei Betrieben der Klasse 2 für die erste Aktualisierung spätestens neun Monate vor dem zwanzigsten Jahrestag der Erteilung der Genehmigung bzw. für die folgenden Aktualisierungen vor dem zwanzigsten Jahrestag der letzten Aktualisierung.

Der Antrag auf Aktualisierung bezieht sich auf alle Genehmigungen, die sich auf ein und denselben Betrieb beziehen. Das für die Anwendung von Absatz 2 zu berücksichtigende Datum ist das Datum der Hauptgenehmigung des Betriebs.

Die Mitteilung erfolgt innerhalb von drei Monaten vor den in Absatz 2 genannten Fristen von zwölf bzw. neun Monaten und erwähnt:

- 1° die notwendigen Informationen zur Identifizierung des Betriebs;
- 2° wenn er seine Tätigkeit fortsetzen möchte, die Verpflichtung des Betreibers, einen Antrag auf Aktualisierung gemäß Absatz 2 zu stellen;
- 3° die Verpflichtung des Betreibers, den Empfang der Mitteilung innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang zu bestätigen und darin seine Absicht zu erklären:
 - a) entweder den Antrag auf Aktualisierung gemäß Absatz 2 zu stellen;
 - b) oder die Betriebstätigkeit nach dem in der Genehmigung genannten Ablaufdatum oder dem zwanzigsten Jahrestag der letzten Aktualisierung nicht fortzusetzen;
- 4° Regeln für die Hinfälligkeit der Genehmigung, wenn keine Antwort auf die Mitteilung versandt oder der Antrag auf Aktualisierung nicht gestellt wurde.

Gleichzeitig wird die Mitteilung an die Behörde geschickt, die in erster Instanz für die Erteilung der Genehmigung zuständig ist.

Wird die Empfangsbestätigung nicht innerhalb der in Absatz 4 Ziffer 3 genannten Frist versandt, so versendet der technische Beamte unverzüglich eine Mahnung, aus der hervorgeht, dass die Genehmigung am zwanzigsten Jahrestag der Erteilung der Genehmigung oder am zwanzigsten Jahrestag der letzten Aktualisierung hinfällig wird, wenn die Empfangsbestätigung nicht innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang der Mahnung versandt wird.

Die Versendung des Aktualisierungsantrags gilt als Empfangsbestätigung.

§ 2. Wird der Antrag auf Aktualisierung gemäß Paragraph 1 Absatz 2 nicht versandt, so versendet der technische Beamte unverzüglich eine Mahnung, aus der hervorgeht, dass, wenn der Aktualisierungsantrag nicht innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang der Mahnung versandt wird, die Genehmigung an diesem Datum hinfällig wird.

§ 3. Wird die Genehmigung hinfällig, so teilt der technische Beamte dies dem Betreiber sowie dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und der für die Erteilung der Umweltgenehmigung in erster Instanz zuständigen Behörde mit.

In dem in Paragraph 1 Absatz 4 Ziffer 3 Buchstabe b genannten Fall wird die Genehmigung am zwanzigsten Jahrestag der Erteilung der Genehmigung oder am zwanzigsten Jahrestag der letzten Aktualisierung hinfällig. Der technische Beamte informiert den Betreiber darüber. Gleichzeitig informiert er den mit der Überwachung beauftragten Beamten und die Behörde, die in erster Instanz für die Erteilung der Genehmigung zuständig ist.

§ 4. Die Regierung legt das Formular fest, das den Inhalt der in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Mitteilung festlegt.

§ 5. Lehnt die zuständige Behörde die Aktualisierung der besonderen Bedingungen der Genehmigung ab, so legt sie den Zeitpunkt fest, zu dem die Betriebstätigkeit beendet werden soll, sowie falls erforderlich die zusätzlichen Modalitäten für die Wiederinstandsetzung. Sie informiert den technischen Beamten und den mit der Überwachung beauftragten Beamten darüber.

In dem in Artikel 39/1 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Fall wird, wenn der Betreiber keine Beschwerde eingereicht, die in Absatz 1 genannte Entscheidung vom technischen Beamten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach Ablauf der Frist, die dem Betreiber zur Einreichung einer Beschwerde zur Verfügung stand, getroffen.

In dem in Artikel 40 § 11 Absatz 3 Ziffer 3 genannten Fall wird die in Absatz 1 genannte Entscheidung vom technischen Beamten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach Ablauf der Frist, die der für die Beschwerde zuständige Behörde zur Verfügung stand, um zu entscheiden, getroffen.

§ 6. Der vorliegende Artikel ist auf Genehmigungen, die einen Steinbruch betreffen, nicht anwendbar. ”.

Art. 21 - In Artikel 55 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 18. Dezember 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

”Die nach Absatz 1 geleistete Sicherheit kann auch in Anspruch genommen werden, wenn der Betreiber es versäumt, die in den Artikeln D.169, D.185, D.189 und D.201 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Zwangs- und Wiederherstellungsmaßnahmen umzusetzen. ”;

2° in Paragraph 4 wird die Wortfolge ”im Laufe der Betriebstätigkeit” durch die Wortfolge ”bis zur Feststellung der Wiederinstandsetzung oder, für den Teil der Sicherheit, der sich auf die Nachbewirtschaftung bezieht, bis zur Feststellung, dass der Betrieb nicht mehr geeignet ist, eine Gefahr für die Umwelt hervorzurufen” ersetzt. ”;

3° in Paragraph 7 wird die Wortfolge ”oder der in Paragraph 1 Absatz 4 genannten Verpflichtungen” am Ende von Absatz 1 hinzugefügt.

Art. 22 - In Artikel 58 desselben Dekrets:

1° wird in Paragraph 2 eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

” 6° er führt ein Beschwerderegister, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird.

Was die im Register enthaltenen personenbezogenen Daten betrifft, so dient ihre Verarbeitung dem Zweck, Beschwerden und gestellten Fragen zu verfolgen und nachzuvollziehen, um die Auswirkungen des Betriebs auf die Umwelt zu ermitteln. Dazu gehören insbesondere Name, Vorname, Adresse, Telefonnummer und Funktion der Personen, die eine Beschwerde eingereicht haben, sowie die Identifizierung jeder in den Beschwerden erwähnten Drittperson, der Grund der Beschwerde, die Beschwerde und das Datum des Ereignisses, über das in der Beschwerde berichtet wird.

Feststellende Bedienstete im Sinne von Teil VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches haben auf einfachen Antrag Zugang zu dem Register.

Die Beschwerden werden unter denselben Bedingungen aufbewahrt wie die Ergebnisse des in Artikel 45 § 3 Absatz 6 genannten Monitoring. Nach Ablauf dieser Frist werden sie vom Betreiber vernichtet. ”;

2° in Paragraph 3 wird die Wortfolge ”Unbeschadet des Artikels 43 des Konkursgesetzes vom 8. August 1997” durch die Wortfolge ”Unbeschadet des Artikels XX.134 des Wirtschaftsgesetzbuches” ersetzt.

Art. 23 - Artikel 59 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 59 - Der Betreiber bewahrt Folgendes auf:

1° alle geltenden Genehmigungen oder Erklärungen, einschließlich der Entscheidungen über die Änderung und Aktualisierung der besonderen Bedingungen;

2° jede Entscheidung der zuständigen Behörde, zusätzliche Bedingungen für die Betriebstätigkeit vorzuschreiben, die in Artikel 14 § 5 vorgesehen sind;

3° die Teile I und II des in Artikel 45 § 3 genannten Umweltmonitoring;

4° die in Artikel 58 § 2 Ziffer 2 genannte Liste von Vorfällen und Unfällen;

5° das in Artikel 58 § 2 Ziffer 6 genannte Beschwerderegister. Die in Absatz 1 genannten Dokumenten werden aufbewahrt:

1° im Betrieb selbst oder;

2° an jedem anderen mit dem technischen Beamten vereinbarten Ort. "

Art. 24 - In Artikel 65 § 1 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 4. Dezember 2018:

1° in Absatz 1 wird eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"6° was die Betriebe betrifft, die dem Zusammenarbeitsabkommen vom 16. Februar 2016 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren schwerer Unfälle mit gefährlichen Stoffen unterliegen, wenn es erforderlich ist, um:

a) angemessene Sicherheitsabstände zwischen diesen Betrieben einerseits und Wohngebieten, Gebäuden und Bereichen mit Publikumsverkehr, Erholungsgebieten und, soweit möglich, Hauptverkehrswegen andererseits einzuhalten;

b) Gebiete von besonderem natürlichem Interesse oder mit besonders empfindlicher Natur in der Nähe solcher Betriebe zu schützen, wobei angemessene Sicherheitsabstände oder andere geeignete Maßnahmen vorgesehen werden;

c) zusätzliche technische Maßnahmen zu ergreifen, um die Risiken schwerer Unfälle nicht zu erhöhen. "

2° ein vorletzter Absatz mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

"Um die Relevanz einer Änderung der besonderen Bedingungen für die Betriebstätigkeit zu überprüfen, kann die zuständige Behörde oder der technische Beamte, wenn er nicht die zuständige Behörde ist, vom Betreiber die Vorlage einer technischen Studie verlangen. "

Art. 25 - In Abschnitt 2 des Kapitels IX desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 5 mit der Überschrift "Zwingende Gründe des Allgemeininteresses" eingefügt.

Art. 26 - In den durch Artikel 25 eingefügten Unterabschnitt 5 wird ein Artikel 75/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 75/1 - In dringenden Fällen und aus zwingenden Gründen des Allgemeininteresses kann der Umweltminister auf Antrag des Betreibers und nach einem positiven Bericht des technischen Beamten einen Betrieb, der einer Umweltgenehmigung unterliegt, für einen Zeitraum von sechs Monaten genehmigen, der zweimal um denselben Zeitraum verlängert werden kann.

Der Antrag wird an den in Artikel 17 genannten technischen Beamten versandt. Er enthält außerdem eine Begründung der Dringlichkeit und der zwingenden Gründe des Allgemeininteresses. Gegebenenfalls fordert der technische Beamte zusätzliche Informationen vom Antragsteller an. Der Antrag ist nicht Gegenstand einer öffentlichen Untersuchung.

Der technische Beamte kann den Antrag zur Stellungnahme an die von ihm benannten Stellen versenden. Auf der Grundlage der eingeholten Stellungnahmen versendet der technische Beamte seinen Bericht innerhalb von zehn Tagen nach Empfang des Antrags oder ggf. zusätzlicher Informationen an den Umweltminister. Der Umweltminister versendet seine Entscheidung innerhalb von fünf Tagen nach Empfang der Stellungnahme des technischen Beamten an den Antragsteller, den technischen Beamten und das Gemeindegremium der betroffenen Gemeinde. Mangels dessen wird der Antrag abgelehnt. "

Art. 27 - In Artikel 76^{quater} desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird aufgehoben;

2° in Paragraph 3 Absatz 2 wird die Wortfolge "dreißig Tagen" durch die Wortfolge "fünfzehn Tagen" ersetzt.

Art. 28 - In Artikel 77 Absatz 1 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. März 2009, werden zwischen dem ersten und dem zweiten Gedankenstrich zwei Gedankenstriche mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"- oder 45 § 3 des vorliegenden Dekrets;

- oder 55 § 3 des vorliegenden Dekrets;".

Art. 29 - In Artikel 85 Absatz 2 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 2. Mai 2019, wird eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"6° in dem in Artikel 10 § 4 genannten Fall. "

Art. 30 - In Artikel 93 § 3 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018:

1° wird Absatz 1 durch folgende Absätze ersetzt:

"Wenn die zuständige Behörde das Gemeindegremium oder der beauftragte Beamte und der technische Beamte ist, kann der Antragsteller auf eigene Initiative oder auf Verlangen der zuständigen Behörde das Gemeindegremium und den beauftragten Beamten und den technischen Beamten über seine Entscheidung informieren, Abänderungspläne oder einen Nachtrag zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung vorzulegen, und zwar durch Versendung spätestens zehn Tage vor Ablauf der Frist, innerhalb derer die zuständige Behörde ihre Entscheidung versendet.

Ist die zuständige Behörde die Regierung, so kann der Antragsteller auf eigene Initiative oder auf Anfrage des technischen Beamten und des beauftragten Beamten oder der Regierung die genannten Beamten über seine Entscheidung informieren, Abänderungspläne oder einen Nachtrag zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung vorzulegen, und zwar durch Versendung spätestens zehn Tage vor Ablauf der Frist, innerhalb derer die Beamten ihren zusammenfassenden Bericht an die Regierung übermitteln. Gleichzeitig informiert er das Gemeindegremium darüber.

Wenn der Antragsteller seine Entscheidung, Abänderungspläne oder einen Nachtrag zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung vorzulegen, versendet, hat dies zur Folge, dass die Fristen für die Bearbeitung des Antrags bis zur Vorlage dieser und höchstens 180 Tage lang unterbrochen werden.“;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge „unter Beifügung eines entsprechenden Nachtrags“ durch die Wortfolge „oder den Nachtrag“ ersetzt;

3° in Absatz 4 wird die Wortfolge „und des entsprechenden Nachtrags“ durch die Wortfolge „oder des Nachtrags“ ersetzt und in den Absätzen 7 und 9 wird die Wortfolge „und den entsprechenden Nachtrag“ durch die Wortfolge „oder den Nachtrag“ ersetzt;

4° in den Absätzen 6 und 8 wird die Wortfolge „und den entsprechenden Nachtrag“ durch die Wortfolge „oder den Nachtrag“ ersetzt;

5° in Absatz 9 wird die Wortfolge „und den entsprechenden Nachtrag“ durch die Wortfolge „oder den Nachtrag“ ersetzt;

6° vor dem letzten Absatz werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Nach Ablauf der in Absatz 3 genannten Frist von 180 Tagen beginnt das Verfahren erneut nach den in Artikel 86 § 3 Absatz 1 vorgesehenen Modalitäten, wenn der Antragsteller keine Abänderungspläne oder keinen Nachtrag zur Notiz oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung vorgelegt hat. Eine öffentliche Untersuchung oder Anhörung der Stellen ist nicht erforderlich:

1° wenn die geplante Abänderung oder den Nachtrag zur Notiz aus einem Vorschlag oder einer Kritik hervorgeht, der bzw. die unter den anderen Bemerkungen und Ansprüchen im Rahmen der öffentlichen Untersuchung gemacht wurde bzw. unmittelbar damit verbunden ist;

2° wenn die geplante Abänderung nur begrenzt ist und den Zweck, den allgemeinen Aufbau und die wesentlichen Merkmale des Projekts nicht beeinträchtigt;

3° wenn der Antragsteller bei Ablauf der in Absatz 3 genannten Frist keine Abänderungspläne oder keinen Nachtrag zur Notiz oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung vorgelegt hat.

Wenn das Gemeindegremium nicht die zuständige Behörde ist, wird seine Stellungnahme eingeholt.“.

Art. 31 - § 1. In Artikel 95 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, wird ein Paragraf 3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„§ 3/1. Abweichend von Paragraf 2 in dem Fall, dass die Genehmigung in 1. Instanz abgelehnt wurde, weil die Entscheidung der zuständigen Behörde nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist versandt wurde und, wenn das Gemeindegremium die zuständige Behörde ist, der zusammenfassende Bericht nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist versandt wurde, fordert die Regierung den Antragsteller auf, ihr zu bestätigen, dass er wünscht, dass sein Antrag im Rechtsmittelverfahren bearbeitet wird. Die Aufforderung der Regierung wird innerhalb von fünfzehn Tagen nach Ablauf der in Artikel 93 §§ 1 und 2 genannten Frist versandt.

Der Antragsteller versendet die Bestätigung innerhalb von dreißig Tagen ab dem Empfang der Aufforderung der Regierung.

Wenn der Antragsteller die Bestätigung innerhalb der eingeräumten Frist versendet, laufen die Fristen für die Untersuchung und die Entscheidung ab ihrem Empfang. Wenn die Bestätigung nicht innerhalb der eingeräumten Frist versandt wurde oder wenn der Antragsteller nicht wünscht, dass sein Antrag im Rechtsmittelverfahren bearbeitet wird, wird die Akte geschlossen.

Wird der Antrag der Regierung nicht innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist versandt, so kann der Antragsteller auf eigene Initiative aus innerhalb von dreißig Tagen nach Ablauf der in Absatz 1 genannten Frist von fünfzehn Tagen die Regierung auffordern, seine Beschwerde zu untersuchen. Wenn der Antragsteller die Regierung auffordert, seine Beschwerde zu untersuchen, laufen die Fristen für die Untersuchung und die Entscheidung ab dem Empfang dieses Antrags.“.

§ 2. In Artikel 95 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, wird ein Paragraf 3/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„§ 3/2. Der Antragsteller kann der Beschwerde, mit der er die Regierung befasst, abgeänderte Pläne oder einen Nachtrag zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung beifügen.

Wenn sie mit einer Beschwerde befasst wird, kann die Regierung den Antragsteller auffordern, Abänderungspläne und einen Nachtrag zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung vorzulegen. Die Versendung dieser Entscheidung erfolgt innerhalb der Frist, die der Regierung für die Entscheidung über die Beschwerde eingeräumt wird. Dies hat zur Folge, dass diese Frist bis zur Vorlage der abgeänderten Pläne oder eines Nachtrags zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung, höchstens jedoch für einhundertachtzig Tage, unterbrochen wird. Die in Paragraf 7 genannte Frist für die Entscheidung der Regierung beginnt erneut ab dem Zeitpunkt des Empfangs der Abänderungspläne oder des Nachtrags zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung.

Nach Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist von 180 Tagen beginnt das Verfahren erneut nach den in Artikel 95 § 3 Absätze 1 und 2 vorgesehenen Modalitäten, wenn der Antragsteller keine Abänderungspläne oder keinen Nachtrag zur Notiz oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung vorgelegt hat.

Ist die zuständige Behörde in 1. Instanz das Gemeindegremium, so dürfen die Abänderungspläne oder der Nachtrag zur Notiz oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung nur eine begrenzte Tragweite haben, müssen ihre Grundlage in einer im Rahmen der öffentlichen Untersuchung abgegebenen Bemerkung, in einer Stellungnahme oder in der Entscheidung des Gemeindegremiums finden und dürfen den Gegenstand, den allgemeinen Aufbau und die wesentlichen Merkmale des Projekts nicht beeinträchtigen.

Wenn entweder Abänderungspläne mit einem Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung oder ein Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung vorgelegt werden, werden sie einer neuen öffentlichen Untersuchung und der Stellungnahme von den früher im Verfahren zu Rate gezogenen Stellen unterzogen. Der Antragsteller wird darüber informiert.

Eine neue öffentliche Untersuchung und die Stellungnahme der oben genannten Stellen sind nicht erforderlich:

1° in allen Fällen, wenn die geplante Abänderung oder der Nachtrag zur Notiz aus einem Vorschlag oder einer Kritik hervorgeht, der bzw. die unter den anderen Bemerkungen und Ansprüchen im Rahmen der öffentlichen Untersuchung gemacht wurde bzw. unmittelbar damit verbunden ist;

2° in dem Fall, dass die Entscheidung, gegen die eine Beschwerde eingereicht wurde, von dem beauftragten Beamten und dem technischen Beamten getroffen wurde, wenn die geplante Abänderung nur eine begrenzte Tragweite hat und den Gegenstand, den allgemeinen Aufbau und die wesentlichen Merkmale des Projekts nicht beeinträchtigt;

3° wenn der Antragsteller bei Ablauf der in Absatz 3 genannten Frist keine Abänderungspläne oder keinen Nachtrag zur Notiz oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung vorgelegt hat.

Falls die Entscheidung, gegen die eine Beschwerde eingereicht wurde, vom Gemeindegremium getroffen wurde, wird dessen Stellungnahme zu den Abänderungsplänen und dem entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung eingeholt, unbeschadet der Befugnis der Regierung, die Genehmigung unverzüglich abzulehnen, falls die abgeänderten Pläne nicht auf ihre Aufforderung vorgelegt wurden.

Der vorliegende Paragraph kann für denselben Antrag nur ein einziges Mal angewandt werden. ”.

Art. 32 - Am Ende von Artikel 97 Absatz 3 Ziffer 2 desselben Dekrets werden folgende Bestimmungen hinzugefügt:

”Zu dem in Artikel D.IV.31 genannten Projekttreffen lädt die zuständige Behörde jede Stelle ein, deren Anhörung der technische Beamte für sinnvoll hält. ”.

Art. 33 - In Artikel 176 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Buchstaben ”VII” zwischen den Buchstaben ”IV” und ”IX” eingefügt;

2° Absatz 5 wird durch Folgendes ersetzt:

”Die Versendung erfolgt spätestens am Tag, an dem die Frist abläuft. Abweichend davon wird, wenn die Entscheidung am Vortag oder am Tag, an dem die Frist abläuft, auf elektronischem Wege getroffen wird, ihre Versendung in Papierform innerhalb von zwei Arbeitstagen nach dem Tag der genannten Entscheidung vorgenommen”;

3° ein letzter Absatz mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

”Muss die Behörde in Anwendung des vorliegenden Dekrets ihre Entscheidung innerhalb einer bestimmten Frist nach unterschiedlichen Modalitäten versenden, je nachdem, welche Art der Versendung der Antragsteller, der Meldepflichtige oder der Beschwerdeführer gewählt hat, so wird bei der Beurteilung, ob die der Behörde eingeräumte Frist eingehalten wurde, das Datum der ersten dieser Versendungen berücksichtigt. ”.

Art. 34 - In Artikel 177 Absatz 2 Ziffern 1 und 2 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird die Wortfolge ”oder Aktualisierung der besonderen Bedingungen” zwischen das Wort ”Umweltgenehmigung” und das Wort ”bezüglich” eingefügt.

Art. 35 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 181^{quater} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 181^{quater} - Im Rahmen der verfügbaren Mittel kann die Regierung Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die seit mehr als zwei Jahren bestehen, einen Zuschuss in Höhe von maximal 25.000 Euro gewähren, dessen Ziel es ist, die Information, die Sensibilisierung und die Unterstützung bei der Einrichtung und der Überwachung der Umweltüberwachung der Betreiber von Betrieben, die einer Umweltgenehmigung unterliegen, zu gewährleisten.

Der Bezuschussungsantrag umfasst insbesondere einen Aktionsplan, mit dem das Ziel der Sensibilisierung und Information erreicht werden soll.

Die Regierung gründet ihren Beschluss, den Zuschuss zu gewähren oder zu verweigern, auf folgende Kriterien:

1° die Qualität des Aktionsplans;

2° die Übereinstimmung des beantragten Zuschusses mit dem Aktionsplan;

3° die Fähigkeit der Vereinigung, den Aktionsplan durchzuführen.

Die Regierung versendet ihren Beschluss innerhalb einer Frist von hundertzwanzig Tagen ab dem Tag, der auf das Datum der Versendung der Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags folgt. Die Versendung erfolgt gemäß Artikel 176 Absatz 1 des vorliegenden Dekrets. Wird der Beschluss nicht innerhalb dieser Frist versandt, so gilt der Zuschuss als verweigert.

Die Regierung bestimmt:

1° den Inhalt des Antrags;

2° das Verfahren zur Gewährung oder Verweigerung des Zuschusses;

3° die Gewährungsbedingungen des Zuschusses. ”.

KAPITEL 2 - Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung

Art. 36 - Der Artikel 12 § 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung wird durch die Wortfolge ”es sei denn, der Betreiber oder der Inhaber der dinglichen Rechte an den betroffenen Parzellen kann nachweisen, dass diese Zulassung nie in Kraft gesetzt wurde;” ergänzt.

Art. 37 - In Artikel 23 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird Absatz 2 durch folgenden Satz ergänzt:

”Stellt sich heraus, dass gemäß der von der Verwaltung ordnungsgemäß bestätigten orientierenden Studie zusätzliche Untersuchungen durchgeführt werden müssen, kann die Genehmigung unter der Bedingung erteilt werden, dass auf dem betreffenden Teil des Grundstücks ihre Durchführung der Zustimmung der Charakterisierungsstudie oder der kombinierten Studie und der Einhaltung der Überwachungs- oder Sicherheitsmaßnahmen sowie, wenn

eine Sanierung erforderlich ist, der Zustimmung des Sanierungsprojekts und der ordnungsgemäßen Durchführung der Sanierungsmaßnahmen und -arbeiten vorausgesetzt wird. ”;

2° in Paragraf 2 wird Ziffer 3 durch die Wortfolge ”oder, die einen versuchsweise eingerichteten Betrieb im Sinne von Artikel 1 Ziffer 5 desselben Dekrets betreffen” ergänzt.

Art. 38 - In Artikel 24 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 wird zwischen die Wortfolge ”nach Ablauf der” und der Wortfolge ”Genehmigung oder Erklärung” die Wortfolge ”befristeten” eingefügt;

2° in Paragraf 1 Absatz 1 wird eine Ziffer 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”2°/1 bei Einleitung des Verfahrens zur Aktualisierung der besonderen Bedingungen der Umweltgenehmigung;”;

3° in Paragraf 2 wird die Wortfolge ”nicht auf die zeitweiligen Betriebe im Sinne von Artikel 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung anwendbar, deren Betriebsdauer ohne Unterbrechung ein Jahr nicht überschreitet.” durch die Wortfolge ”nicht auf die zeitweiligen Betriebe im Sinne von Artikel 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, deren Betriebsdauer ohne Unterbrechung ein Jahr nicht überschreitet, und auf die versuchsweise eingerichteten Betriebe im Sinne von Artikel 1 Ziffer 5 desselben Dekrets anwendbar.” ersetzt. ”.

KAPITEL 3 - Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 24. Mai 2018 zur Umsetzung der Richtlinie 2014/52/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 zur Änderung der Richtlinie 2011/92/EU über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten und zur Änderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung in Bezug auf die Entmaterialisierung und administrative Vereinfachung sowie verschiedene Bestimmungen

Art. 39 - Artikel 25 des Dekrets vom 24. Mai 2018 zur Umsetzung der Richtlinie 2014/52/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 zur Änderung der Richtlinie 2011/92/EU über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten und zur Änderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung in Bezug auf die Entmaterialisierung und administrative Vereinfachung sowie verschiedene Bestimmungen wird aufgehoben.

KAPITEL 4 - Bestimmungen zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches

Art. 40 - In Artikel D.29-1 des Buches I des Umweltgesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 4 Buchstabe b wird eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”9° Projekte, die einem Aktualisierungsverfahren der besonderen Bedingungen der Umweltgenehmigung gemäß Artikel 54/1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und die Umweltverträglichkeitsprüfung gemäß Artikel D.64 und D.65 §§ 2 und 3 unterliegen. ”;

2° in Paragraf 5 wird eine Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”8° Projekte, die einem Aktualisierungsverfahren der besonderen Bedingungen der Umweltgenehmigung gemäß Artikel 54/1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung unterliegen. ”.

Art. 41 - In Artikel D.29-5 § 3 Absatz 4 desselben Buches desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2024, wird die Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

”2° an vier Stellen in der Nähe des Ortes, an dem das Projekt betrieben werden soll, entlang einer öffentlichen fahrbaren Straße oder Durchfahrtsstraße, wobei mindestens zwei der vier Plakate in Wohnvierteln in Wohngebieten oder ländlichen Siedlungsgebieten gemäß Artikel D.II.23 Absatz 2 Ziffern 1 und 2 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung angebracht werden, die weniger als einen Kilometer von dem Grundstück entfernt sind, auf das sich der Genehmigungsantrag bezieht;”.

Art. 42 - In Kapitel II von Titel III desselben Buches I desselben Gesetzbuches wird ein Artikel D.29-6/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. D.29-6/1 - Zur Vermeidung der Unzulässigkeit wird der Antrag auf Genehmigung eines Projekts der Kategorie B innerhalb von drei Jahren nach der Organisation der Informationsversammlung eingereicht werden. ”.

Art. 43 - In Artikel D.29-7 desselben Buches desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 wird Absatz 2 durch Folgendes ergänzt:

”Wenn die Genehmigung in einer Zone für wirtschaftliche Aktivitäten gemäß Artikel D.II.28 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung eingereicht wird, werden mindestens zwei der vier Plakate in Wohnvierteln in Wohngebieten oder in Siedlungsgebieten mit ländlichem Charakter gemäß Artikel D.II.23 Absatz 2 Ziffern 1 und 2 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung angebracht, die weniger als einen Kilometer von dem Grundstück entfernt sind, auf das sich der Genehmigungsantrag bezieht. ”;

2° in Paragraf 2 Absatz 1 wird die Wortfolge ”fünf Tage” durch die Wortfolge ”sieben Tage” ersetzt.

Art. 44 - In Artikel D.29-10 § 1 Absatz 1 desselben Buches desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge ”zweihundert Metern” wird durch die Wortfolge ”dreihundert Metern” ersetzt;

2° die Wortfolge ”fünfzig Metern” wird durch die Wortfolge ”zweihundert Metern” ersetzt.

Art. 45 - § 1. In Artikel D.29-24-1 desselben Buches desselben Gesetzbuches wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

”Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels sind für die im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung genannten Anträge auf Aktualisierung der besonderen Bedingungen anwendbar. ”.

§ 2. In Artikel D.29-14 desselben Buches desselben Gesetzbuches wird ein Paragraf 3 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

”§ 3. Für den Fall, dass die in Paragraf 1 genannte Akte eine Umweltverträglichkeitsstudie und, gegebenenfalls, einen Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsstudie umfasst, sind diese ebenfalls auf einer Internetseite abrufbar. Die Gemeinde kommt dieser Verpflichtung nach, wenn sie diese Dokumente auf ihrer Website online stellt oder einen Link zu einer Website herstellt, auf der sie zu finden sind. ”.

Art. 46 - In Artikel D.49 desselben Buches desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 1. März 2018, wird ein Buchstabe h mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"h. die Aktualisierung der besonderen Bedingungen der Umweltgenehmigung gemäß Artikel 54/1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung. "

Art. 47 - In Artikel D.144 § 2 desselben Buches desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. November 2021, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen den Absätzen 1 und 2 eingefügt:

"Der in Artikel 10 § 4 Absatz 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung genannte technische Beamte ruft die Daten der in Artikel D.144 § 1 Absatz 3 Ziffern 2, 3, 5, 8 und 10 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten zentralen Datei ab. "

Art. 48 - In Artikel D.151 desselben Buches desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 6. Mai 2019, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "kommunalen feststellenden" vor das Wort "Bediensteten" eingefügt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "die Art und Weise, wie der Höchstbetrag des in Absatz 1 genannten Zuschusses berechnet und festgelegt wird" durch die Wortfolge "das Verfahren, die Zulässigkeitsbedingungen und die Art und Weise, wie der Höchstbetrag des in Absatz 1 genannten Zuschusses berechnet und festgelegt wird" ersetzt.

Art. 49 - Artikel D.152 desselben Buches desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. November 2021, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.152 - Eine Einrichtung öffentlichen Interesses oder eine Interkommunale kann, wenn der Umwelt- bzw. Tierschutz mit ihrem Gesellschaftszweck vereinbar ist, der Regierung vorschlagen, einen oder mehrere feststellende Bedienstete, im Rahmen von Aufgaben mit regionalem Charakter gemäß den Bestimmungen des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung zu benennen, um die Einhaltung der in Artikel D.138 erwähnten Bestimmungen und der kraft Letzterer verabschiedeten Bestimmungen, mit Ausnahme derjenigen nach Absatz 1 Ziffern 1 und 10 zu kontrollieren, und Verstöße gegen diese Bestimmungen zu ermitteln und festzustellen. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Übermittlung dieses Vorschlags sowie das Benennungsverfahren. Die feststellenden Bediensteten der Interkommunalen sind befugt, ihre Aufgaben auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region durchzuführen.

In ihrem Benennungsbeschluss bestimmt die Regierung:

1° den Umfang der Befugnisse des benannten, feststellenden Bediensteten, angesichts der in Artikel D.138 genannten Bestimmungen, unter Berücksichtigung des Gesellschaftszwecks der Einrichtung bzw. der Interkommunale;

2° die Bedingungen, die der benannte feststellende Bedienstete im Rahmen der Ausübung seiner Aufgaben einzuhalten hat, insbesondere um Interessenkonflikte zu vermeiden.

Diese feststellenden Bediensteten genügen folgenden Bedingungen:

1° keine strafrechtliche Verurteilung wegen eines Verbrechens, eines Vergehens oder eines Verstoßes der ersten oder zweiten Kategorie im Sinne des vorliegenden Teils erlitten haben;

2° über mindestens folgende Zeugnisse verfügen:

a) entweder ein Zeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts;

b) oder ein Zeugnis der Unterstufe des Sekundarunterrichts, und eine für die Ausübung des Amtes nützliche Erfahrung von mindestens fünf Jahren im Dienste einer Gemeinde oder Interkommunalen aufweisen;

3° erfolgreich an einer Ausbildung teilgenommen haben, deren Inhalt für jede Art von Bediensteten von der Regierung bestimmt wird.

Diese feststellenden Bediensteten üben nur dann ihre gerichtspolizeilichen Befugnisse aus, wenn sie den Eid geleistet haben. Diese Bediensteten leisten den Eid vor dem Gericht erster Instanz ihres Amtssitzes ab. Diese feststellenden Bediensteten tragen zur Ergänzung der in Artikel D.144 genannten zentralen Datei bei.

Diese feststellenden Bediensteten üben ihre Befugnisse unter Bedingungen aus, die ihre Unabhängigkeit und Unparteilichkeit gewährleisten. Sie entscheiden selbstständig und erhalten in dieser Hinsicht keine anderen Anweisungen als allgemeine Anweisungen.

Die gerichtspolizeilichen Befugnisse dürfen nur von vereidigten feststellenden Bediensteten einer Einrichtung öffentlichen Interesses oder einer Interkommunale ausgeübt werden. Die Bediensteten leisten den Eid vor dem Gericht erster Instanz ihres Amtssitzes.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen, die erforderlich sind, um die Unabhängigkeit und Unparteilichkeit dieser feststellenden Bediensteten zu gewährleisten. Der Chefgreffier übermittelt seinen Kollegen der auf dem Gebiet der Wallonischen Region zuständigen Gerichte Erster Instanz eine Abschrift der Bevollmächtigung und der Eidesleistungsurkunde. "

Art. 50 - In Artikel D.154 desselben Buches desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 6. Mai 2019, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird vor das Wort "Bediensteten" das Wort "feststellenden" eingefügt;

2° der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Regierung bestimmt die Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses, die Berechnungsmethode und den Höchstbetrag. "

Art. 51 - In Artikel D.161 desselben Buches desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. November 2021, wird Absatz 3 aufgehoben.

Art. 52 - In Artikel D.162 Absatz 1 desselben Buches desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 6. Mai 2019, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 1 Buchstabe b wird nach der Wortfolge "gegen Empfangsbescheinigung mitnehmen" die Wortfolge ", einschließlich jegliches Elements, das die Identifizierung einer Person ermöglicht" eingefügt;

b) eine Ziffer 8/1 wird zwischen die Ziffern 8 und 9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"8/1° jede Sache administrativ beschlagnahmen, entweder mit Zustimmung oder auf Anordnung des sanktionierenden Beamten;";

c) in Ziffer 13 wird "." durch ";" ersetzt;

d) der Absatz wird durch eine Ziffer 14 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"14° jegliche Datenbank abrufen, die zur Beschaffung der Informationen und Durchführung der im vorliegenden Artikel erwähnten Aufgaben nützlich sind. ";

2° ein zweiter Absatz wird mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Zwecks der Anwendung von Absatz 1 kann der feststellende Beamte bei anderen Personen als der betroffenen Person personenbezogene Daten beantragen, die zur Erfüllung der ihm anvertrauten Aufgaben erforderlich sind. In seinem Antrag rechtfertigt er die Notwendigkeit, sich diese Daten zu verschaffen. Die um Auskunft gebetene Person übermittelt die beantragten Daten dem sanktionierenden Beamten, der ab deren Empfang für die Verarbeitung dieser personenbezogenen Daten verantwortlich wird. ";

3° in Absatz 3 wird die Ziffer "8" durch die Wortfolge "8 und 8/1" ersetzt.

Art. 53 - In Artikel D.166 desselben Buches desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. November 2021, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird das Wort "feststellende" vor das Wort "Bedienstete" eingefügt;

2° in Paragraph 2 wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

"Innerhalb von fünf Arbeitstagen nach Abschluss seines Feststellungsprotokolls übermittelt das Mitglied des Einsatzkaders der föderalen oder lokalen Polizei eine Kopie dieses Protokolls an den sanktionierenden Beamten, der aufgrund des Artikels D.197 für die Auferlegung einer eventuellen Verwaltungsstrafe zuständig ist."

Art. 54 - In Artikel D.171 desselben Buches desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. November 2021, wird Absatz 3 aufgehoben.

Art. 55 - In Artikel D.194 desselben Buches desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. November 2021, wird in Paragraph 2 Absatz 1 eine Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"8° Der sanktionierende Beamte kann die administrative Beschlagnahme aller Gegenstände anordnen, die der Wahrheitsfindung dienen können, aller Gegenstände, die einen Verstoß im Sinne des vorliegenden Teils verursachen könnten, aller Sachen, die er nach Artikel D.198 gegebenenfalls einziehen muss. "

Art. 56 - In Artikel D.221 § 1 Absatz 2 desselben Buches desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. November 2021, wird eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"6° die Geldbeträge, die der Wallonischen Region zugewiesen werden, um den Schaden zu beheben, den sie infolge einer Umweltstraftat im Sinne des wallonischen Rechts, eines anderen regionalen oder nationalen Rechts und/oder infolge eines Umweltschadens, den sie im Sinne der Richtlinie 2004/35/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. April 2004 über Umwelthaftung zur Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden erlitten hat, erlitten hat. Dieser Betrag kann aufgrund einer Verwaltungs- oder Gerichtsentscheidung oder auf gutlichem Wege erlangt worden sein. "

Art. 57 - In Artikel D.122 § 1 Absatz 1 desselben Buches desselben Gesetzbuches, wird eine Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"8° Durchführung von Maßnahmen zur Wiedergutmachung des Schadens, den die Wallonische Region infolge einer Umweltstraftat im Sinne des wallonischen Rechts, eines anderen regionalen oder nationalen Rechts und/oder infolge eines Umweltschadens im Sinne der Richtlinie 2004/35/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. April 2004 über Umwelthaftung zur Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden erlitten hat".

KAPITEL 5 - Übergangsbestimmungen und Schlussbestimmung

Art. 58 - § 1. Der vorliegende Artikel bestimmt die Regeln, die auf die Dauer bestehender Genehmigungen sowie auf den Antrag auf Aktualisierung ihrer besonderen Bedingungen anwendbar sind.

Unter bestehenden Genehmigungen sind Genehmigungen zu verstehen, die am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets gültig sind.

§ 2. Bestehende Genehmigungen werden für die Dauer der Betriebstätigkeit erteilt.

Absatz 1 ist nicht anwendbar:

1° auf die in Artikel 50 § 1 Absätze 2 bis 4 und § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung genannten Genehmigungen;

2° auf Genehmigungen, die bei Betrieben der Klasse 1 innerhalb von fünfzehn Monaten und bei Betrieben der Klasse 2 innerhalb von zwölf Monaten nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets ablaufen.

Die in Absatz 2 genannten Betriebe unterliegen weiterhin dem Erteilungsverfahren der in den Kapiteln III, IV und XI des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung genannten Genehmigungen.

Genehmigungen für einen Steinbruch, die auf unbegrenzte Zeit erteilt wurden, werden für die Dauer der Betriebstätigkeit des Steinbruchs erteilt.

Genehmigungen für eine oder mehrere Windkraftanlagen werden im Hinblick auf den Umweltteil für die Dauer der Betriebstätigkeit der Anlage und im Hinblick auf den städtebaulichen Teil auf unbegrenzte Zeit erteilt.

§ 3. Für die in Paragraph 2 Absatz 1 genannten Genehmigungen teilt der Direktor der betreffenden externen Direktion der Abteilung für Genehmigungen und Erlaubnisse, nachstehend der technische Beamte genannt, dem Betreiber mit, dass er einen Antrag auf Aktualisierung der besonderen Bedingungen seiner Genehmigung stellen muss.

Der Antrag auf Aktualisierung bezieht sich auf alle Genehmigungen, die sich auf ein und denselben Betrieb beziehen. Das zu berücksichtigende Ablaufdatum ist das Datum der Hauptgenehmigung des Betriebs. Wurde die Hauptgenehmigung ohne Ablaufdatum ausgestellt, für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen so gilt sie vierundzwanzig Monate nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets als abgelaufen.

Die Mitteilung erwähnt:

1° die notwendigen Informationen zur Identifizierung des Betriebs;

2° die Verpflichtung des Betreibers, den Empfang der Mitteilung innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang zu bestätigen und darin anzugeben, ob er beabsichtigt, seine Tätigkeit nach dem in seiner Genehmigung genannten Ablaufdatum fortzusetzen oder nicht;

3° wenn er seine Tätigkeit über das in seiner Genehmigung genannte Ablaufdatum hinaus fortsetzen möchte, die Verpflichtung, einen Antrag auf Aktualisierung der besonderen Bedingungen dieser Genehmigung zu stellen;

4° für Genehmigungen, auf die der in Paragraph 4 Absatz 1 genannte Zeitplan nicht anwendbar ist, das Datum, vor dem der Antrag auf Aktualisierung eingereicht werden muss;

5° für Genehmigungen, auf die der in Paragraph 4 Absatz 1 genannte Zeitplan anwendbar ist, den Zeitraum, innerhalb dessen der Antrag auf Aktualisierung eingereicht werden muss;

6° Regeln für die Hinfälligkeit der Genehmigung, wenn keine Antwort auf die Mitteilung versandt oder der Antrag auf Aktualisierung nicht gestellt wurde.

Gleichzeitig wird die Mitteilung an die Behörde geschickt, die in erster Instanz für die Erteilung der Genehmigung zuständig ist.

Wird die Empfangsbestätigung nicht innerhalb der in Absatz 3 Ziffer 2 genannten Frist oder der Antrag auf Aktualisierung nicht innerhalb der in Absatz 3 Ziffer 4 oder 5, je nach Fall, genannten Frist versandt, so versendet der technische Beamte eine Mahnung, aus folgendes hervorgeht:

1° wird die Empfangsbestätigung nicht innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang der Mahnung versandt, so wird die Genehmigung zu dem in der Genehmigung genannten Ablaufdatum hinfällig;

2° wird der Antrag auf Aktualisierung nicht innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang der Mahnung versandt, so wird die Genehmigung zu diesem Zeitpunkt hinfällig.

Die Versendung des Aktualisierungsantrags gilt als Empfangsbestätigung.

Wird die Genehmigung hinfällig, so informiert der technische Beamte dem Betreiber sowie dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und der Behörde, die für die Erteilung der Umweltgenehmigung in erster Instanz zuständig ist, darüber.

Die Regierung bestimmt das Formular, das den Inhalt der in Absatz 1 genannten Mitteilung festlegt.

§ 4. Für die Festlegung des in Paragraph 3 Absatz 3 Ziffer 5 genannten Zeitraums erstellt der technische Beamte einen Siebenjahresplan mit Richtwert, der folgende Kriterien berücksichtigt:

1° das Ausstellungsdatum der Umweltgenehmigung und die ursprünglich erteilte Dauer der Genehmigung;

2° die Art des Betriebs;

3° das Umweltrisiko;

4° Strafverfolgungsstrategie.

Der Zeitraum darf nicht länger als sieben Jahre nach dem in der Genehmigung genannten Ablaufdatum sein.

Der Jahresplan ist nicht anwendbar:

1° auf Betriebe der Klasse 1;

2° auf die in Artikel 1 § 3 Ziffer 2 des Erlasses vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung genannten Betriebe;

3° auf die in Anlage XXIII des Erlasses vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung genannten Betriebe;

4° auf Betriebe, deren Betreiber Gegenstand eines Urteils oder einer in Artikel 144 § 1 Absatz 3 Ziffern 8 und 10 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten Entscheidung war, das bzw. die innerhalb von fünf Jahren vor dem Datum, an dem die in Paragraph 2 Absatz 2 genannte Mitteilung versandt wird, ergangen ist;

5° auf Betriebe, für die innerhalb von fünf Jahren vor dem Datum, an dem die in Paragraph 3 Absatz 1 genannte Mitteilung versandt wird, folgende Maßnahmen zu Lasten des Betreibers angeordnet wurden:

a) die den Betrieb betreffenden Wiederherstellungsmaßnahmen, die in Anwendung von Artikel D.185 und D.189 des Buches I des Umweltgesetzbuches durch eine formell rechtskräftige Entscheidung angeordnet wurden;

b) die den Betrieb betreffenden vollstreckbaren Zwangsmaßnahmen, die in Anwendung von Artikel D.169 des Buches I des Umweltgesetzbuches angeordnet wurden;

c) die den Betrieb betreffenden Wiederherstellungsmaßnahmen die in Anwendung von Artikel D.201 des Buches I des Umweltgesetzbuches durch eine materiell rechtskräftige Verwaltungsentscheidung angeordnet wurden.

Für die Anwendung von Absatz 3 Ziffern 4 und 5 kann der technische Beamte die Daten der in Artikel D.144 § 1 Absatz 3 Ziffern 2, 3, 5, 8 und 10 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten zentralen Datei abrufen.

§ 5. Die in Paragraph 3 Absatz 1 genannte Mitteilung erfolgt spätestens sechs Monate vor dem in der Genehmigung erwähnten Ablaufdatum.

Abweichend von Absatz 1 erfolgt die Mitteilung:

1° bei Betrieben der Klasse 1 spätestens drei Monate vor einer Frist von zwölf Monaten vor dem in der Genehmigung erwähnten Ablaufdatum;

2° für Betriebe der Klasse 2, die nicht unter den Zeitplan fallen, spätestens drei Monate vor einer Frist von neun Monaten vor dem in der Genehmigung genannten Ablaufdatum.

§ 6. Der Aktualisierungsantrag wird eingereicht:

1° bei Betrieben der Klasse 1 spätestens zwölf Monate vor dem in der Genehmigung erwähnten Ablaufdatum, vorbehaltlich der in Paragraph 3 Absatz 5 Ziffer 2 genannten Mahnung;

2° für Betriebe der Klasse 2, die nicht unter den Zeitplan fallen, spätestens neun Monate vor dem in der Genehmigung genannten Ablaufdatum, vorbehaltlich der in Paragraph 3 Absatz 5 Ziffer 2 genannten Mahnung.

Bei Betrieben, die unter den Zeitplan fallen, wird der Antrag auf Aktualisierung innerhalb des vom technischen Beamten gemäß Paragraph 3 Absatz 3 Ziffer 5 festgelegten Zeitraums versandt, vorbehaltlich der in Paragraph 3 Absatz 6 Ziffer 2 genannten Mahnung. Alle Anträge, die vor Beginn dieses Zeitraums eingereicht werden, sind unzulässig.

§ 7. Die Genehmigung wird hinfällig:

1° an dem in der Genehmigung erwähnten Ablaufdatum, wenn die Empfangsbestätigung nicht innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang der in Paragraph 3 Absatz 5 Ziffer 1 genannten Mahnung versandt wurde;

2° am Ablaufdatum der dreißig Tage nach Empfang der in Paragraph 3 Absatz 5 Ziffer 2 genannten Mahnung, wenn der Aktualisierungsantrag nicht innerhalb dieser Frist versandt wird;

3° an dem in der Genehmigung erwähnten Ablaufdatum, falls der Betreiber als Reaktion auf die Mitteilung erklärt, dass er die Betreibung seines Betriebs nicht fortsetzen möchte;

4° wenn der Aktualisierungsantrag in Anwendung von Artikel 20 § 3 des Dekrets für unvollständig erklärt wird:

a) entweder an dem in der Genehmigung erwähnten Ablaufdatum;

b) oder am Datum der in Artikel 20 § 3 genannten Entscheidung, wenn diese nach dem unter Buchstabe a genannten Datum fällt;

5° im Falle einer Ablehnung der Aktualisierung der besonderen Bedingungen der Genehmigung. In diesem Fall bestimmt die zuständige Behörde das Datum, an dem der Betrieb eingestellt werden muss, sowie die zusätzlichen Modalitäten der Wiederinstandsetzung. Sie informiert den technischen Beamten darüber.

§ 8. Die in den Paragraphen 1 bis 4 genannten Versendungen erfolgen gemäß Artikel 176 Absatz 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

Art. 59 - Vorbehaltlich des Artikels 17 werden Anträge auf Umweltgenehmigung oder auf Globalgenehmigung sowie die diesbezüglichen Verwaltungsbeschwerden nach den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

Art. 60 - Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Regierung bestimmten Datum in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 27, der am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft tritt.

Artikel 5 ist auf die allgemeinen, sektoralen und integralen Bedingungen, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets in Kraft sind, nicht anwendbar.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. April 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit,
soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1663 (2023-2024) Nrn. 1, 1bis bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 24. April 2024.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/008993]

25 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van diverse decreten betreffende het leefmilieu (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingsbepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

Artikel 1. Bij dit decreet wordt Richtlijn (EU) 2012/18 van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, houdende wijziging en vervolgens intrekking van Richtlijn 96/82/EG van de Raad gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. In artikel 1 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 1 maart 2018 betreffende het bodembeheer en de bodemsanering, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

"1° milieuvergunning: de beslissing van de bevoegde overheid op grond waarvan de exploitant een inrichting van eerste of tweede klasse onder welbepaalde voorwaarden voor een welbepaalde periode of voor de duur van de exploitatie van de inrichting mag exploiteren, verplaatsen, verbouwen of uitbreiden;"

2° er wordt een punt 1°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"1°/1 gecoördineerde milieuvergunning: het informatiedocument dat door de technisch ambtenaar wordt opgesteld in het kader van een aanvraag tot wijziging, omvorming of uitbreiding van de inrichting of tot bijwerking van de specifieke voorwaarden van de milieuvergunning, en dat enerzijds de voorwaarden harmoniseert die van toepassing blijven op de inrichting krachtens beslissingen die eerder werden genomen in uitvoering van dit decreet, en anderzijds de nieuwe voorwaarden met betrekking tot de aanvraag die bij hem werd ingediend;"

3° in punt 4°:

a) de woorden "inrichting die" worden vervangen door de woorden "installatie of activiteit die";

b) er wordt een punt d) ingevoegd, luidend als volgt:

"d. vier jaar voor een inrichting die is opgericht naar aanleiding van een projectoproep van de Regering;"

a) de woorden "inrichting die" worden vervangen door de woorden "installatie of activiteit die";

5° de punten 30°, 31°, 32° en 33° worden als volgt ingevoegd

"30° milieumonitoring: het geheel van controle- en gegevensverzamelingsmaatregelen die door de exploitant moeten worden uitgevoerd en geëvalueerd met tussenpozen die worden bepaald overeenkomstig een aanhangsel bij de relevante vergunning. Deze maatregelen kunnen zowel betrekking hebben op de algemene, sectorale en integrale voorwaarden als op de specifieke voorwaarden van de milieuvergunning;

31° elk vereist document betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen: elk document vereist bij of krachtens het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, evenals de kennisgeving van gevaaridentificatie, de veiligheidsstudie en de perimeters voor buurtbeveiliging;

32° beschermingsperimeter van de buurt: de risicostudie, met inbegrip van de bijbehorende krommen, over de buurt waarin geloofwaardige ongevallen worden geïdentificeerd, de frequentie van hun voorkomen wordt beoordeeld, de omvang van gevaarlijke effecten en hun bijbehorende frequentie worden beoordeeld en het risico wordt gekwantificeerd;

33° dwingende reden van algemeen belang: elke reden die, gelet op de situatie, onweersaanbaar en dringend is en die verband houdt met de bescherming van het milieu of de volksgezondheid wanneer die ernstig in gevaar zijn of dreigen te komen als een gerubriceerde activiteit of installatie niet wordt uitgevoerd. "

Art. 3. Artikel 6 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt: "De overheid die bevoegd is om de vergunning af te geven, kan bijzondere voorwaarden opleggen, mits deze niet in strijd zijn met enige uitdrukkelijke wet- of regelgeving. "

Art. 4. In artikel 7, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, worden de woorden "of bijwerken" ingevoegd tussen de woorden "Bij het opleggen" en de woorden "van bijzondere normen".

Art. 5. In artikel 9 van hetzelfde decreet, wordt de tweede zin vervangen door wat volgt:

"Tenzij anders bepaald, zullen de nieuwe normen binnen vijf jaar na hun inwerkingtreding van toepassing zijn op deze inrichtingen. "

Art. 6. In artikel 10 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het volgende lid 6 ingevoegd :

"In afwijking van het derde lid gelden voor ombouw of uitbreiding van een door de overheid aangewezen inrichting of activiteit de termijnen voor de vergunningaanvraagprocedure die van toepassing zijn op klasse 1 inrichtingen. "

2° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 4. Tenzij dit gerechtvaardigd is om de in de artikelen D.169, D.185, D.189 en D.201 van Boek I van het Milieuwetboek bedoelde herstel-, veiligheids- of beperkingsmaatregelen uit te voeren, is de aanvraag tot omzetting of uitbreiding niet-ontvankelijk als de genoemde maatregelen niet zijn uitgevoerd.

Daartoe raadpleegt de technisch ambtenaar de gegevens uit het centraal bestand bedoeld in artikel D.144, § 1, derde lid, 2°, 3°, 5°, 8° en 10°, van boek I van het Milieuwetboek. "

Art. 7. In hetzelfde decreet wordt artikel 13, gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, waarvan huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

"§ 2. De bevoegde overheid die in eerste instantie verantwoordelijk is voor het afgeven van de milieuvergunning is verantwoordelijk voor het in overweging nemen van verzoeken om de bijzondere normen bij te werken. "

Art. 8. In artikel 17, lid 2, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een punt 12° ingevoegd, luidend als volgt:

12° ten aanzien van de inrichtingen die vallen onder het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, om de gevaren van zware ongevallen te voorkomen en te beheersen door ervoor te zorgen dat:

a) de vestiging van nieuwe inrichtingen wordt gecontroleerd, wijzigingen aan bestaande inrichtingen, evenals nieuwe ontwikkelingen rond deze inrichtingen, in het bijzonder transportroutes, plaatsen die door het publiek worden bezocht en woongebieden, wanneer de locatie of de ontwikkelingen het risico op of de gevolgen van een zwaar ongeval kunnen veroorzaken of vergroten;

b) tussen deze inrichtingen en woongebieden, gebouwen en gebieden die door het publiek worden bezocht, recreatiegebieden en, in de mate van het mogelijke, belangrijke verkeerswegen, voldoende veiligheidsafstanden worden bewaard;

c) gebieden van bijzonder natuurbelang of van bijzonder kwetsbare aard die in de nabijheid van deze inrichtingen zijn gelegen, worden beschermd, indien nodig door te voorzien in voldoende veiligheidsafstanden of andere passende maatregelen;

d) bijkomende technische maatregelen worden genomen om de risico's van zware ongevallen niet te vergroten. ”;

2° er wordt tussen de leden 3 en 4 drie leden ingevoegd, luidend als volgt:

”De regering bepaalt de structuur en de minimuminhoud van de documenten die vereist zijn voor de beheersing van de gevaren van zware ongevallen.

Het specificeert de inhoud van de informatie en berekeningen die de aanvrager moet verstrekken, evenals de frequenties, effectdrempels en risicodrempels.

Het bepaalt het niveau van aanvaardbaar risico. ”

Art. 9. Artikel 19, tweede lid, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

”6° in het geval bedoeld in artikel 10, § 4. ”

Art. 10. Artikel 35 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

”§ 3. De vergunning wordt geweigerd indien blijkt dat de volgende maatregelen niet werden uitgevoerd:

1° de terugvorderingsmaatregelen met betrekking tot de inrichting en bevolen krachtens de artikelen D.185 en D.189 van Boek I van het Milieuwetboek, bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing;

2° de uitvoerbare dwangmaatregelen betreffende de inrichting en de geordende toepassing van artikel D.169 van Boek I van het Milieuwetboek;

3° de terugvorderingsmaatregelen met betrekking tot de inrichting en bevolen krachtens arD.201 van Boek I van het Milieuwetboek, bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing;

Daartoe raadpleegt de technisch ambtenaar de gegevens uit het centraal bestand bedoeld in artikel D.144, § 1, derde lid, 2°, 3°, 5°, 8° en 10°, van Boek I van het Milieuwetboek. ”

Art. 11. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een afdeling 6 ”bijwerking van de bijzondere normen” ingevoegd.

Art. 12. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel 39/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 39/1. Dit hoofdstuk is van toepassing op verzoeken tot aanpassing van de bijzondere normen, met uitzondering van artikel 39.

Indien de beslissing op het verzoek tot bijwerking van de bijzondere normen niet binnen de in artikel 35 voorziene termijn is verzonden:

1° indien het beknopt verslag overeenkomstig artikel 32 is toegezonden en een voorstel tot bijwerking bevat, wordt de operatie voortgezet overeenkomstig de daarin bepaalde voorwaarden;

2° als het samenvattend verslag concludeert dat een bijwerking moet worden geweigerd, wordt de bijwerking geweigerd overeenkomstig de in het samenvattend verslag vermelde voorwaarden;

3° als het beknopt verslag niet is verzonden overeenkomstig artikel 32, kan de verzoeker binnen dertig dagen na de datum waarop het beknopt verslag had moeten worden verzonden, bij aangetekende brief een herinnering sturen naar de bevoegde overheid. Indien de bevoegde overheid bij het verstrijken van de termijn van zestig dagen die ingaat op de datum van ontvangst van de aangetekende brief met de herinnering, haar beslissing niet aan de aanvrager heeft toegezonden, blijft de vergunning waarop het verzoek om bijwerking betrekking heeft, van toepassing.

De Regering bepaalt de inhoud van de beslissing om de bijzondere normen te actualiseren. ”

Art. 13. In artikel 40 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een paragraaf 3/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”§ 3/1. In afwijking van paragraaf 2 zal de Regering, in gevallen waarin de vergunning in eerste instantie is geweigerd omdat de beslissing van de bevoegde overheid niet binnen de gestelde termijn is toegezonden en, indien het gemeentecollege de bevoegde overheid is, omdat het beknopt verslag niet binnen de gestelde termijn is toegezonden, de aanvrager vragen te bevestigen dat hij wenst dat zijn aanvraag in beroep in behandeling wordt genomen. Het verzoek van de Regering wordt binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel D.IV.47, § 1 of § 35, bedoelde termijn gezonden.

De aanvrager stuurt binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek van de Regering een bevestiging.

Wanneer de aanvrager de bevestiging binnen de voorgeschreven termijn zendt, lopen de behandelings- en beslissingstermijnen na ontvangst ervan. Bij gebrek aan zending van de bevestiging binnen de voorgeschreven termijn of wanneer de aanvrager niet wenst dat zijn aanvraag behandeld wordt, wordt het dossier afgesloten.

Indien het verzoek van de Regering niet binnen de in lid 1 bedoelde termijn wordt toegezonden, kan de verzoeker op eigen initiatief, binnen dertig dagen na het verstrijken van de in lid 1 bedoelde termijn van vijftien dagen, de Regering verzoeken zijn beroep te onderzoeken. Wanneer de aanvrager de Regering verzoekt om zijn beroep te behandelen, lopen de behandelings- en beslissingstermijnen na ontvangst van die aanvraag. ”;

2° er wordt een paragraaf 10 en 11 ingevoegd, luidend als volgt:

”§ 10. De vergunning wordt geweigerd indien blijkt dat de volgende maatregelen niet werden uitgevoerd:

1° de terugvorderingsmaatregelen met betrekking tot de inrichting en bevolen krachtens de artikelen D.185 en D.189 van Boek I van het Milieuwetboek, bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing;

2° de uitvoerbare dwangmaatregelen betreffende de inrichting en de geordende toepassing van artikel D.169 van Boek I van het Milieuwetboek;

3° de terugvorderingsmaatregelen met betrekking tot de inrichting en bevolen krachtens arD.201 van Boek I van het Milieuwetboek, bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing;

Daartoe raadpleegt de technisch ambtenaar de gegevens uit het centraal bestand bedoeld in artikel D.144, § 1, derde lid, 2°, 3°, 5°, 8° en 10°, van Boek I van het Milieuwetboek.

§ 11. Dit artikel is van toepassing op beslissingen met betrekking tot verzoeken om bijzondere normen bij te werken.

Als de beslissing niet binnen de in paragraaf 7 voorgeschreven termijn wordt verstuurd, wordt de in eerste instantie genomen beslissing bevestigd.”.

Indien de in eerste instantie genomen beslissing echter niet binnen de in artikel 35 :voorziene termijn is verzonden:

1° indien het beknopt verslag overeenkomstig paragraaf 3 is toegezonden en een voorstel tot bijwerking bevat, wordt de exploitatie voortgezet overeenkomstig de daarin vastgestelde voorwaarden. Indien het samenvattend verslag een voorstel tot weigering van de bijwerking bevat, wordt de bijwerking geweigerd;

2° indien het beknopt verslag niet is toegezonden overeenkomstig paragraaf 3, wordt de exploitatie voortgezet overeenkomstig de voorwaarden gesteld in het beknopt verslag dat is toegezonden overeenkomstig artikel 32, indien het een voorstel tot bijwerking bevat. Als het een voorstel bevat om de bijwerking te weigeren, wordt de bijwerking geweigerd;

3° als het beknopt verslag niet is verzonden overeenkomstig artikel 32, kan de verzoeker binnen dertig dagen na de datum waarop het beknopt verslag had moeten worden verzonden, bij aangetekende brief een herinnering sturen naar de bevoegde overheid. Indien de bevoegde overheid bij het verstrijken van de termijn van zestig dagen die ingaat op de datum van ontvangst van de aangetekende brief met de herinnering, haar beslissing niet aan de aanvrager heeft toegezonden, blijft de vergunning waarop het verzoek om bijwerking betrekking heeft, van toepassing.

In afwijking van paragraaf 5 schorst een beroep tegen de weigeringsbeslissingen, vermeld in het derde lid, 1° en 2°, de aangevochten beslissing. ”

Art. 14. In artikel 45, laatst gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 1:

a) wordt een punt 9° ingevoegd, luidend als volgt:

”9° voor inrichtingen die vallen onder het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, de perimeters voor buurtbeveiliging; ”;

b) er wordt een punt 10° ingevoegd, luidend als volgt:

”10° een bijlage die de elementen specificceert waarop de milieumonitoring betrekking heeft. Deze bijlage bestaat uit twee delen:

a) een deel I met een door de exploitant in te vullen formulier, waarin :

- hij verklaart dat hij de milieumonitoring heeft uitgevoerd overeenkomstig deel II waarnaar wordt verwezen in b);

- hij verklaart dat hij over bewijs beschikt dat de milieumonitoring is uitgevoerd;

- hij specificceert de problemen die bij de milieumonitoring aan het licht zijn gekomen met betrekking tot de verplichtingen van zijn vergunning voor de verschillende parameters die moeten worden gemonitord en de oplossingen die zijn geïmplementeerd om deze te verhelpen.

Dit deel moet naar de technisch ambtenaar worden gestuurd. De Regering stelt het formulier op;

b) een deel II met alle resultaten van de milieumonitoring. Dit deel moet worden bewaard door de exploitant.

Dit punt is niet van toepassing op de inrichtingen bedoeld in bijlage XXIII bij het besluit van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. ”;

2° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt:

”§ 3. De milieumonitoring kan betrekking hebben op :

1° de organisatie van interne procedures;

2° het bestaan van een contract voor onderaanneming, onderhoud of toezicht, of de bijwerking ervan;

3° meetrapporten of studies uitgevoerd door een erkend laboratorium;

4° metingen of gegevens die de operator zelf heeft verzameld.

De Regering kan de inhoud van de milieumonitoring aanvullen of specificeren. Hij bepaalt de frequentie waarmee deel I van de in artikel 45, § 1, lid 1, 10, a), bedoelde bijlage naar de technisch ambtenaar wordt gezonden.

Deel II wordt door de exploitant verzonden op verzoek van elke vaststellend personeelslid in de zin van artikel D.141, § 1, 2°, van Boek I van het Milieuwetboek, van de bevoegde overheid in eerste instantie of van een instantie die geraadpleegd is in het kader van de afgifte van de milieuvergunning of de omgevingsvergunning of een bijwerking.

De Regering zal bepalen hoe de milieumonitoring voor bestaande inrichtingen geleidelijk wordt ingevoerd.

De exploitant documenteert de verantwoording van de gegevens die hij in het kader van zijn milieumonitoring meedeelt en stelt ze ter beschikking van elk vaststellend personeelslid in de zin van artikel D.141, § 1, 2°, van Boek I van het Milieuwetboek en van de gemeenteraad van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting zich bevindt, die erom kan verzoeken.

Deel II van de bijlage schema wordt door de landbouwer bewaard op de maatschappelijke zetel van het bedrijf gedurende zeven jaar na de datum van indiening van deel I van de bijlage.

Deel I van de bijlage wordt door de exploitant persoonlijk ondertekend. In het geval van een rechtspersoon wordt het ondertekend door het uitvoerend orgaan, dat bevoegd is om de rechtspersoon te binden. "

Art. 15. In hetzelfde decreet wordt een artikel 45/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 45/1. Binnen een maand na de datum waarop de beslissing tot verlening van een milieuvergunning of tot wijziging of bijwerking van de bijzondere normen definitief wordt, stelt de technisch ambtenaar een gecoördineerde milieuvergunning op en zendt deze aan de exploitant, de bevoegde overheid en de instanties en administraties die in het kader van het onderzoek van de aanvraagprocedure zijn geraadpleegd.

Binnen hetzelfde tijdsbestek voegt de technisch ambtenaar bij de gecoördineerde vergunning een indicatieve checklist voor milieubeheer waarin voor elke exploitatienorm waaraan de exploitant is onderworpen, wordt aangegeven wat er daadwerkelijk van de exploitant wordt verwacht tijdens een controle. De technisch ambtenaar stuurt het, samen met de gecoördineerde milieuvergunning, naar de exploitant, de bevoegde overheid en de toezichthoudende ambtenaar. De Regering kan de minimuminhoud en een modelchecklist voor milieubeheer definiëren. "

Art. 16. In hetzelfde decreet wordt in artikel 48:

1° de woorden "De verleende vergunning vervalt" worden vervangen door de woorden "Onverminderd de verplichtingen inzake herstel en na-beheer vervalt de verleende vergunning";

2° de punten 3° tot 8° worden als volgt ingevoegd :

"3° op de twintigste verjaardag van de toekenning van de vergunning of op de twintigste verjaardag van de laatste bijwerking, indien de ontvangstbevestiging niet is verzonden binnen dertig dagen na ontvangst van de herinnering bedoeld in artikel 54/1, § 1, zesde lid;

4° bij het verstrijken van de termijn van dertig dagen na ontvangst van de herinnering bedoeld in artikel 54/1, § 2, indien het verzoek tot bijwerking niet binnen deze termijn is verzonden;

5° op de twintigste verjaardag van de datum waarop de vergunning werd verleend of op de twintigste verjaardag van de datum van de laatste bijwerking indien de exploitant in antwoord op de kennisgeving verklaart dat hij de exploitatie van zijn inrichting niet wenst voort te zetten;

6° wanneer het verzoek tot bijwerking onvolledig wordt verklaard met toepassing van artikel 20, § 3 :

a) in het geval van een eerste bijwerking, op de twintigste verjaardag van het verlenen van de vergunning;

b) of op de 20e verjaardag van de vorige bijwerking;

c) of op de datum van de beslissing inzake onvolledigheid indien deze na de onder a) en b) bedoelde data valt;

7° in geval van weigering om de bijzondere normen van de vergunning bij te werken, op de datum vastgesteld door de bevoegde overheid overeenkomstig artikel 54/1, § 5;

8° indien de krachtens artikel 55, § 1, opgelegde zekerheid niet is gesteld binnen de uitvoeringstermijn van de vergunning. "

Art. 17. Artikel 50 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 50. § 1. Onverminderd het tweede tot en met vierde lid en de artikelen 1, 4° en 5°, en 52, wordt de milieuvergunning verleend voor de duur van de exploitatie van de inrichting.

De vergunning voor activiteiten en installaties met betrekking tot exclusieve vergunningen voor de exploratie en exploitatie van ondergrondse rijkdommen als bedoeld in het Wetboek van het beheer van de ondergrondse rijkdommen) worden afgegeven voor een periode die duurt tot het verstrijken van de exclusieve vergunning waarop ze betrekking heeft.

Milieuvergunningen voor activiteiten en installaties die nodig zijn voor het na-beheer waarin is voorzien in exclusieve vergunningen voor de exploratie en exploitatie van ondergrondse rijkdommen als bedoeld in het Wetboek van het beheer van ondergrondse rijkdommen kunnen worden afgegeven na de vervaldatum van de exclusieve vergunning, maar niet langer dan twintig jaar.

De globale vergunning, voor zover deze gelijkwaardig is aan een milieuvergunning, wordt verleend voor dezelfde periode als die welke is bepaald voor het stedenbouwkundig deel van de genoemde globale vergunning wanneer de geldigheidsduur ervan beperkt is in de tijd.

§ 2. De Regering kan een kortere maximale geldigheidsduur van de vergunning vaststellen voor de door haar ingedeelde installaties en activiteiten.

§ 3. Voor vergunningen die, in afwijking van paragraaf 1, voor een bepaalde termijn worden verleend, wordt de geldigheidsduur berekend vanaf de dag waarop de beslissing tot verlening van de vergunning overeenkomstig artikel 46 uitvoerbaar wordt. "

Art. 18. Artikel 51 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 51. Wanneer de vergunning de verbouwing of de uitbreiding van een inrichting bedoeld in artikel 50, § 1, leden 2 tot 4, en § 2, als doel heeft, wordt bedoelde vergunning toegekend voor een termijn die uiterlijk op de vervaldatum van de oorspronkelijke vergunning m.b.t. de oorspronkelijke inrichting vervalt. "

Art. 19. In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet wordt een afdeling 5 "Bijwerking van de bijzondere normen van de milieuvergunning" ingevoegd.

Art. 20. In afdeling 5, ingevoegd bij artikel 19, wordt een artikel 54/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 54/1. § 1. De bijzondere normen van de milieuvergunningen die voor de duur van de exploitatie van de faciliteit worden om de twintig jaar bijgewerkt vanaf :

1° voor de eerste bijwerking, de datum van de vergunning;

2° voor de volgende bijwerkingen, de datum van de laatste bijwerking. Daartoe zal de technisch ambtenaar de exploitant ervan in kennis stellen dat hij een aanvraag moet indienen om de bijzondere normen van zijn vergunning bij te werken, ongeacht of de vergunning dergelijke normen bevat:

1° voor klasse 1-inrichtingen, voor de eerste bijwerking, uiterlijk twaalf maanden voor de twintigste verjaardag van het verlenen van de vergunning, of, voor latere bijwerkingen, voor de twintigste verjaardag van de laatste bijwerking;

2° voor klasse 2-inrichtingen, voor de eerste bijwerking, uiterlijk twaalf maanden voor de twintigste verjaardag van het verlenen van de vergunning, of, voor latere bijwerkingen, voor de twintigste verjaardag van de laatste bijwerking;

Het verzoek om bijwerking geldt voor alle vergunningen voor dezelfde inrichting. De datum die in aanmerking moet worden genomen voor de toepassing van lid 2 is die van de hoofdvergunning van de inrichting.

De kennisgeving wordt gedaan binnen drie maanden voorafgaand aan de in lid 2 bedoelde tijdvakken van twaalf of negen maanden en vermeldt :

1° de informatie om de oorsprong van de inrichting te kunnen identificeren;

2° indien hij zijn activiteit wenst voort te zetten, de verplichting voor de exploitant om een aanvraag tot bijwerking in te dienen overeenkomstig paragraaf 2;

3° de verplichting voor de exploitant om de ontvangst van de kennisgeving te bevestigen binnen dertig dagen na de ontvangst ervan, met vermelding van zijn voornemen :

a) hetzij om zijn verzoek om bijwerking overeenkomstig lid 2 in te dienen;

b) hetzij om zijn activiteiten niet meer voort te zetten na de in de vergunning vermelde vervaldatum of de twintigste verjaardag van de laatste bijwerking ;

4° de regels met betrekking tot het vervallen van de vergunning bij het niet reageren op de kennisgeving of het niet indienen van de aanvraag tot bijwerking.

Tegelijkertijd wordt de kennisgeving gestuurd naar de bevoegde overheid die in eerste instantie verantwoordelijk is voor de afgifte van de vergunning.

Als de ontvangstbevestiging niet binnen de in het vierde lid, 3°, bedoelde termijn wordt verstuurd, stuurt de technisch ambtenaar onmiddellijk een herinnering met de vermelding dat, als de ontvangstbevestiging niet binnen dertig dagen na ontvangst van de herinnering wordt verstuurd, de vergunning vervalt op de twintigste verjaardag van de datum waarop de vergunning werd verleend of op de twintigste verjaardag van de datum van de laatste bijwerking.

Het verzenden van het verzoek om een bijwerking is gelijk aan een ontvangstbevestiging.

§ 2. Indien het verzoek om bijwerking niet overeenkomstig lid 1, tweede lid, wordt verzonden, zendt de technisch ambtenaar onverwijld een herinnering waarin wordt aangegeven dat, indien het verzoek om bijwerking niet binnen dertig dagen na ontvangst van de herinnering wordt verzonden, de vergunning op die datum vervalt.

§ 3. Als de vergunning vervalt, informeert de technisch ambtenaar in eerste instantie de exploitant, de toezichthoudende ambtenaar en de bevoegde overheid die verantwoordelijk is voor het afgeven van de milieuvergunning.

In het geval bedoeld in paragraaf 1, vierde lid, onder 3°, b, vervalt de vergunning op de twintigste verjaardag van de verlening van de vergunning of op de twintigste verjaardag van de laatste bijwerking. De technische medewerker informeert de exploitant. Tegelijkertijd informeert zij de toezichthoudende ambtenaar en de bevoegde overheid die verantwoordelijk is voor het in eerste instantie afgeven van de vergunning.

§ 4. De Regering stelt de vorm vast waarin de inhoud van de in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde kennisgeving wordt vastgesteld.

§ 5. Wanneer de bevoegde overheid weigert de bijzondere normen van de vergunning bij te werken, bepaalt zij de datum waarop de exploitatie moeten worden beëindigd en, indien nodig, de aanvullende herstelprocedures. Ze informeert de technische ambtenaar en de toezichthoudende ambtenaar.

In het geval, vermeld in artikel 39/1, tweede lid, 2°, wordt de beslissing, vermeld in het eerste lid, bij ontstentenis van een door de exploitant ingesteld beroep, genomen door de technisch ambtenaar binnen dertig dagen na het verstrijken van de termijn waarover de exploitant beschikt om beroep in te stellen.

In het geval bedoeld in artikel 40, § 11, derde lid, 3°, wordt de in het eerste lid bedoelde beslissing door de technisch ambtenaar genomen binnen dertig dagen na het verstrijken van de termijn waarover de beroepsinstantie beschikt om een beslissing te nemen.

§ 6. Dit artikel is niet van toepassing op steengroevenvergunningen. "

Art. 21. In artikel 55 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 18 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt :

"De krachtens lid 1 gestelde zekerheid kan ook worden gebruikt wanneer de exploitant de beperkings- en restitutiemaatregelen van de artikelen D.169, D.185, D.189 en D.201 van boek I van het milieuwetboek niet uitvoert. ";

2° in paragraaf 4 worden de woorden "in de loop van de exploitatie wijzigen" vervangen door de woorden "totdat is vastgesteld dat de voorziening is hersteld of, voor het gedeelte van de veiligheid dat betrekking heeft op de periode na de exploitatie, totdat is vastgesteld dat de voorziening niet langer een gevaar voor het milieu kan opleveren". ";

3° in paragraaf 7 worden de woorden "of de verplichtingen bedoeld in paragraaf 1, vierde lid" toegevoegd aan het einde van lid 1.

Art. 22. In artikel 58 van hetzelfde decreet :

2° In paragraaf 2 wordt een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt :

"6° houdt een klachtenregister bij, waarvan het model door de Regering wordt vastgelegd.

Het doel van de verwerking van de persoonsgegevens in het register is het monitoren en traceren van klachten en vragen om de milieueffecten van de inrichting vast te stellen. Dit omvat de achternamen, voornamen, adressen, telefoonnummers en status van de personen die een klacht hebben verzonden, evenals de identificatie van eventuele derden die in de klachten worden genoemd, de reden voor de klacht, de klacht en de datum van de gebeurtenis waarnaar in de klacht wordt verwezen.

De vaststellende personeelsleden zoals gedefinieerd in Deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek hebben op verzoek toegang tot het register.

Klachten worden bewaard onder dezelfde voorwaarden als de resultaten van de monitoring bedoeld in artikel 45, § 3, lid 6. Aan het einde van deze termijn worden ze vernietigd door de exploitant. ”;

2° in paragraaf 3 worden de woorden ”Onverminderd artikel 43 van de faillissementswet van 8 augustus 1997” vervangen door de woorden ”Onverminderd artikel XX.134 van het Wetboek van economisch recht”.

Art. 23. Artikel 59 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

”Art. 59. De exploitant bewaart :

1° alle vergunningen of verklaringen die van kracht zijn, met inbegrip van beslissingen met betrekking tot de wijziging en bijwerking van de bijzondere normen;

2° elke beslissing van de bevoegde overheid om bijkomende exploitatienormen voor te schrijven zoals bepaald in artikel 14, § 5;

3° de delen I en II van de milieumonitoring bedoeld in artikel 45, § 3;

4° de lijst van incidenten en ongevallen bedoeld in artikel 58, § 2, 2°;

5° het klachtenregister, bedoeld in artikel 58, § 2, 6°; De in lid 1 bedoelde documenten worden bewaard :

1° op de plaats zelf van de inrichting of;

2° op elke andere plaats die is overeengekomen met de technisch ambtenaar. ”

Art. 24. In artikel 65, § 1, 2°, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 4 december 2018 :

1° aan lid 1 wordt een punt 6° toegevoegd, dat als volgt luidt :

”6° voor inrichtingen die vallen onder het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, indien nodig, om:

a) tussen deze inrichtingen en woongebieden, gebouwen en gebieden die door het publiek worden bezocht, recreatiegebieden en, in de mate van het mogelijke, belangrijke verkeerswegen, voldoende veiligheidsafstanden te bewaren;

b) gebieden van bijzonder natuurbelang of van bijzonder kwetsbare aard die in de nabijheid van deze inrichtingen zijn gelegen, te beschermen, indien nodig door te voorzien in voldoende veiligheidsafstanden of andere passende maatregelen;

c) bijkomende technische maatregelen te nemen om de risico’s van zware ongevallen niet te vergroten. ”;

2° er wordt een voorlaatste lid ingevoegd, luidend als volgt:

”Om de geschiktheid van een aan te brengen wijziging in de specifieke exploitatieomstandigheden te controleren, kan de bevoegde overheid, of de technische ambtenaar als hij niet de bevoegde overheid is, van de exploitant een technische studie verlangen. ”

Art. 25. In afdeling 2 van hoofdstuk IX van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 5 met als opschrift ”Dwingende redenen van algemeen belang” ingevoegd”

Art. 26. In onderafdeling 5, ingevoegd bij artikel 25, wordt een artikel 75/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 75/1. In noodgevallen kan de Minister van Leefmilieu, om dwingende redenen van algemeen belang, op verzoek van de exploitant en op basis van een gunstig rapport van de technisch ambtenaar, een vergunning verlenen voor een periode van zes maanden, die tweemaal met dezelfde periode kan worden verlengd, voor een inrichting waarvoor een milieuvergunning vereist is.

De aanvraag wordt aan de in artikel 17 bedoelde technisch ambtenaar gericht. Het bevat ook een motivering van de urgentie en dwingende redenen van algemeen belang. Indien nodig vraagt de technisch ambtenaar aanvullende informatie aan de aanvrager. De aanvraag is niet onderworpen aan een openbaar onderzoek.

De technisch ambtenaar kan het verzoek om advies doorsturen naar de instanties die hij aanwijst. Op basis van de verkregen adviezen stuurt de technisch ambtenaar zijn verslag binnen tien dagen na ontvangst van het verzoek of, indien nodig, aanvullende informatie naar de Minister van Leefmilieu. De Minister van Leefmilieu stuurt zijn beslissing binnen vijf dagen na ontvangst van het advies van de technisch ambtenaar naar de aanvrager, de technisch ambtenaar en het gemeentecollege van de betrokken gemeente. Bij gebreke daarvan is de aanvraag onontvankelijk. ”

Art. 27. In artikel 76 quater van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt opgeheven.

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden ”dertig dagen” vervangen door de woorden ”veertien dagen”;

Art. 28. In artikel 77, lid 1, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 19 maart 2009, worden tussen het eerste en het tweede streepje twee streepjes ingevoegd, die als volgt luiden

” - of 45, § 1, van dit decreet;

- of 55, § 1, van dit decreet;

Art. 29. Artikel 85, tweede lid, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

”6° in het geval bedoeld in artikel 10, § 4. ”

Art. 30. In artikel 93, § 3, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018:

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende leden:

Wanneer de bevoegde overheid het gemeentecollege of de gemachtigde ambtenaar is, kan de aanvrager op eigen initiatief of op verzoek van de bevoegde overheid het gemeentecollege en de gemachtigde ambtenaar in kennis stellen van zijn beslissing om wijzigingsplannen of een aanvulling op de effectbeoordeling of effectenonderzoek in te dienen, bij brief die uiterlijk tien dagen vóór het verstrijken van de termijn waarbinnen de bevoegde overheid haar beslissing moet verzenden, wordt verzonden.

Op eigen initiatief of op verzoek van de gemachtigde ambtenaar of de Regering kan de aanvrager de gemachtigde ambtenaar, wanneer deze de bevoegde overheid is, in kennis stellen van zijn beslissing om wijzigingsplannen of een aanvulling op de effectbeoordeling of effectenonderzoek in te dienen door toezending per post, uiterlijk tien dagen vóór het verstrijken van de termijn waarbinnen de gemachtigde ambtenaar het onderzochte dossier aan de Regering toezendt. Hij informeert tegelijkertijd het gemeentecollege.

Het besluit van de aanvrager om gewijzigde plannen of een aanvulling op de effectbeoordeling of effectstudie in te dienen, heeft tot gevolg dat de termijnen voor het onderzoek van de aanvraag worden onderbroken totdat deze zijn ingediend, en wel gedurende maximaal 180 dagen. ”;

2° in lid 2 worden de woorden "samen met een uitvloeisel" vervangen door "of de aanvulling";

3° in de leden 4, 7 en 9 worden de woorden "en het uitvloeisel" vervangen door "of de aanvulling";

4° in de leden 6 en 8 worden de woorden "en van het uitvloeisel" vervangen door "of de aanvulling";

5° in lid 9 worden de woorden "en hun uitvloeisel" vervangen door "of de aanvulling";

"6° er worden na het laatste lid, twee leden ingevoegd, luidend als volgt:"

"Na het verstrijken van de in het derde lid bedoelde termijn van 180 dagen wordt de procedure hervat volgens de procedures van artikel 86, § 3, eerste lid, indien de aanvrager geen wijzigingsplannen, of de aanvulling van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek heeft ingediend. Een openbaar onderzoek of raadpleging van de instanties is niet vereist:

1° wanneer de overwogen wijziging voortvloeit uit een voorstel vervat in de bemerkingen of bezwaren geopperd tijdens het openbaar onderzoek of daar rechtstreeks mee te maken heeft;

2° wanneer de overwogen wijziging slechts een beperkte draagwijdte heeft en het voorwerp of de algemene structuur van het project of diens wezenskenmerken niet aantast.

3° wanneer de aanvrager op het einde van de termijn, vermeld in het derde lid, geen wijzigingsplannen, of de aanvulling van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek heeft ingediend.

Indien het gemeentecollege niet de bevoegde overheid is, wordt zijn advies aangevraagd. "

Art. 31. § 1. Artikel 95 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, wordt aangevuld met een paragraaf 3/, luidend als volgt:

"§ 3/1. In afwijking van paragraaf 2 zal de Regering, in gevallen waarin de vergunning in eerste instantie is geweigerd omdat de beslissing van de bevoegde overheid niet binnen de gestelde termijn is toegezonden en, indien het gemeentecollege de bevoegde overheid is, omdat het beknopt verslag niet binnen de gestelde termijn is toegezonden, de aanvrager vragen te bevestigen dat hij wenst dat zijn aanvraag in beroep in behandeling wordt genomen. Het verzoek van de Regering wordt binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel 93, §§ 1 et 2 bedoelde termijn gezonden.

De aanvrager stuurt binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek van de Regering een bevestiging.

Wanneer de aanvrager de bevestiging binnen de voorgeschreven termijn zendt, lopen de behandelings- en beslissingstermijnen na ontvangst ervan. Bij gebrek aan zending van de bevestiging binnen de voorgeschreven termijn of wanneer de aanvrager niet wenst dat zijn aanvraag behandeld wordt, wordt het dossier afgesloten.

Indien het verzoek van de Regering niet binnen de in lid 1 bedoelde termijn wordt toegezonden, kan de verzoeker op eigen initiatief, binnen dertig dagen na het verstrijken van de in lid 1 bedoelde termijn van vijftien dagen, de Regering verzoeken zijn beroep te onderzoeken. Wanneer de aanvrager de Regering verzoekt om zijn beroep te behandelen, lopen de behandelings- en beslissingstermijnen na ontvangst van die aanvraag. "

§ 2. Artikel 95 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, wordt aangevuld met een paragraaf 3/, luidend als volgt:

"§ 3/2. De aanvrager kan wijzigingsplannen, of de aanvulling van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek indienen samen met het beroep bij de Regering.

Voor de beslissing kan de Regering de aanvrager verzoeken om wijzigingsplannen, of de aanvulling van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek in te dienen." Deze beslissing wordt verzonden binnen de termijn die de Regering heeft gekregen om een beslissing te nemen over het beroep. Dit heeft tot gevolg dat deze periode wordt onderbroken totdat de wijzigingsplannen, of de aanvulling van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek worden ingediend, en gedurende maximaal honderdtachtig dagen. De in lid 7 bedoelde termijn voor de beslissing van de regering begint opnieuw te lopen vanaf de datum van ontvangst van de gewijzigde plannen of de aanvullende effectbeoordeling of effectstudie.

Na het verstrijken van de in het tweede lid bedoelde termijn van 180 dagen wordt de procedure hervat volgens de procedures van artikel 95, § 3, leden 1 en 2, indien de aanvrager geen wijzigingsplannen, of de aanvulling van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek heeft ingediend.

Wanneer de bevoegde overheid in eerste instantie het gemeentecollege is, mogen de wijzigingsplannen of de aanvulling op de beoordeling of het onderzoek slechts een beperkte reikwijdte hebben, moeten ze gebaseerd zijn op een opmerking die gemaakt is tijdens het openbaar onderzoek, in een advies of in het besluit van het gemeentecollege en mogen ze geen afbreuk doen aan het doel en de algemene opzet van het project en de wezenlijke kenmerken ervan.

Wanneer wijzigingsplannen vergezeld van een aanvullende effectbeoordeling of een aanvullende effectbeoordeling worden ingediend, worden ze onderworpen aan een nieuw openbaar onderzoek en aan het advies van de instanties die eerder tijdens de procedure zijn geraadpleegd. De aanvrager wordt daarover geïnformeerd.

Een nieuw openbaar onderzoek en het advies van bovengenoemde instanties zijn niet nodig:

1° wanneer de overwogen wijziging of de aanvulling op de beoordeling voortvloeit uit een voorstel of een kritiek vervat in de bemerkingen of bezwaren geopperd tijdens het openbaar onderzoek of daar rechtstreeks mee te maken heeft;

2° wanneer de beslissing waartegen beroep wordt aangetekend, genomen is door de gedelegeerd ambtenaar en de technisch ambtenaar, als de voorgestelde wijziging slechts een beperkte draagwijdte heeft en geen invloed heeft op het doel en de algemene opzet van het project of op de wezenlijke kenmerken ervan;

3° wanneer de aanvrager op het einde van de termijn, vermeld in het derde lid, geen wijzigingsplannen, of de aanvulling van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek heeft ingediend.

Het advies van het gemeentecollege wordt gevraagd over de gewijzigde plannen en de aanvulling van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek, onverminderd de bevoegdheid van de Regering om de vergunning onmiddellijk te weigeren indien de gewijzigde plannen niet op haar verzoek werden ingediend.

Deze paragraaf kan slechts één keer over dezelfde aanvraag uitgevoerd worden. "

Art. 32. De volgende bepalingen worden toegevoegd aan het einde van artikel 97, lid 3, punt 2°, van hetzelfde decreet.

"Voor de in artikel D.IV.31 bedoelde projectvergadering nodigt de bevoegde overheid alle instanties uit waarvan de technisch ambtenaar het nuttig acht dat zij geraadpleegd worden. "

Art. 33. In artikel 176 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de letters "VII" ingevoegd tussen de letters "IV" en "IX";

2° lid 5 wordt vervangen door wat volgt:

"De verzending gebeurt uiterlijk op de vervalldag. In afwijking hiervan wordt, wanneer de beslissing elektronisch wordt genomen op de dag vóór of de dag van de uiterste termijn, binnen twee werkdagen na de dag van de beslissing een papieren versie toegezonden";

3° er wordt een laatste lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Wanneer de overheid bij toepassing van dit decreet haar beslissing binnen een bepaalde termijn moet verzenden volgens verschillende procedures afhankelijk van de door de aanvrager, aangever of eiser gekozen verzendmethode, wordt de datum van de eerste van deze verzendingen in aanmerking genomen om te beoordelen of de voor de overheid vastgestelde termijn is nageleefd. "

Art. 34. In artikel 177, tweede lid, 1° en 2°, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, worden de woorden "of een bijwerking van de bijzondere normen" ingevoegd tussen het woord "milieuvergunning" en het woord "betreffende".

Art. 35. In hetzelfde decreet wordt een artikel 181 quater ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 181^{quater}. Binnen de grenzen van de beschikbare middelen kan de Regering een subsidie van maximaal 25.000 euro toekennen aan verenigingen zonder winstoogmerk die langer dan twee jaar bestaan. Het doel van de subsidie is het verstrekken van informatie, bewustmaking en hulp bij de uitvoering en controle van milieutoezicht aan exploitanten van milieuvergunningsplichtige inrichtingen.

De subsidieaanvraag moet een actieplan bevatten om de bewustmakings- en informatiedoelstelling te bereiken.

De Regering baseert haar beslissing om een subsidie toe te kennen of te weigeren op de volgende criteria:

1° de kwaliteit van de actieplannen;

2° of de gevraagde subsidie in overeenstemming is met het actieplan;

3° het vermogen van de vereniging om het actieplan uit te voeren.

De Regering verstuurt haar beslissing binnen honderdtwintig dagen vanaf de dag die volgt op de datum van verzending van de beslissing tot bevestiging van de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag. Het wordt verzonden in overeenstemming met artikel 176, lid 1, van dit decreet. Als de beslissing niet binnen deze termijn wordt verzonden, wordt de subsidie geacht te zijn geweigerd.

De Regering bepaalt:

1° de inhoud van de aanvraag

2° de procedure voor de toekenning en de weigering van de subsidie

3° de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie. "

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingsbepalingen van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering*

Art. 36. Artikel 12, § 2, 1°, van het decreet van 1^{er} maart 2018 betreffende het bodembeheer en de bodemsanering wordt aangevuld met de woorden "tenzij de exploitant of de houder van de zakelijke rechten op de betrokken percelen kan aantonen dat deze machtiging nooit werd uitgevoerd";

Art. 37. In artikel 23 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid aangevuld met de volgende zin:

"Indien blijkt dat volgens de door de overheid naar behoren gevalideerde oriënteringsonderzoek aanvullend onderzoek moet worden uitgevoerd, kan de vergunning worden verleend op voorwaarde dat voor de betrokken locatie de uitvoering afhankelijk wordt gesteld van de goedkeuring van de karakteriseringsstudie of de gecombineerde studie en de naleving van de monitoring- of veiligheidsmaatregelen alsmede, indien sanering noodzakelijk is, de goedkeuring van het saneringsproject en de correcte uitvoering van de saneringshandelingen en -werken. ";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "of een testinrichting in de zin van artikel 1, 5°, van hetzelfde decreet" toegevoegd aan 3°.

Art. 38. In artikel 24 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, punt 2°, worden de woorden "voor bepaalde duur" ingevoegd tussen de woorden "vergunning" en "of verklaring";

b) in paragraaf 1, lid 1, wordt een 2°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"2°/1 in geval van invoering van de procedure tot bijwerking van de bijzondere normen van de milieuvergunning";

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met de woorden "en op de testinrichtingen in de zin van artikel 1, 5°, van hetzelfde decreet. "

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingsbepaling van het decreet van 24 mei 2018 tot omzetting van Richtlijn 2014/52/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2004 tot wijziging van Richtlijn 2011/92/EU betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten en tot wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wat betreft de dematerialisatie en de administratieve vereenvoudiging en diverse bepalingen*

Art. 39. Artikel 25 van het decreet van 24 mei 2018 tot omzetting van Richtlijn 2014/52/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2004 tot wijziging van Richtlijn 2011/92/EU betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten en tot wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wat betreft de dematerialisatie en de administratieve vereenvoudiging en diverse bepalingen wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingsbepalingen van Boek I van het Milieuwetboek*

Art. 40. In artikel D.29-1 van Boek I van het Milieuwetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 4, b, wordt er een punt 9° ingevoegd, luidend als volgt:

“9° de projecten die onderworpen zijn aan een procedure voor de aanpassing van de bijzondere normen van de milieuvergunning overeenkomstig artikel 54/1 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de milieueffectbeoordeling overeenkomstig de artikelen D.64 en D.65, §§ 2 en 3. ”;

2° in paragraaf 5 wordt er een punt 8° ingevoegd, luidend als volgt:

“8° projecten die onderworpen zijn aan een procedure voor de aanpassing van de bijzondere normen van de milieuvergunning overeenkomstig artikel 54/1 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. ”

Art. 41. In artikel D.29-5, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 11 april 2024, wordt punt 2° vervangen door wat volgt:

“2° op vier plaatsen dichtbij de plaats waar het project gevestigd moet worden, langs een openbare berijdbare weg of een doorgangsweg, met dien verstande dat ten minste twee van de vier aankondigingen worden geplaatst in woongebieden van de woonzone of de landelijke woonzone bedoeld in artikel D.II.23, tweede lid, 1° en 2°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, gelegen op minder dan een kilometer van het perceel waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft;”.

Art. 42. Aan hoofdstuk II van Titel III van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.29-6/1 toegevoegd, luidend als volgt:

“ Art. D.29-6/1. Een vergunningsaanvraag voor een project van categorie B moet binnen drie jaar na de informatievergadering worden ingediend, op straffe van niet-ontvankelijkheid. ”

Art. 43. In artikel D.29-7 van het hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“Indien de vergunning wordt aangevraagd in een economische activiteitenzone als bedoeld in artikel D.II.28 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, worden ten minste twee van de vier aanplakbiljetten geplaatst in woonwijken in een woongebied of in een woongebied met een landelijk karakter als bedoeld in artikel D.II.23, tweede lid, 1° en 2°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, gelegen op minder dan een kilometer van het perceel waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft. ”;

2° in paragraaf 2, lid 1, worden de woorden “vijf dagen” vervangen door de woorden “zeven dagen”;

Art. 44. In artikel D.29-10, eerste lid, van hetzelfde Boek, van het Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “tweehonderd meter” worden vervangen door de woorden “driehonderd meter”;

2° de woorden “vijftig meter” worden vervangen door de woorden “tweehonderd meter”.

Art. 45. § 1. Artikel D.29-24, § 1, van hetzelfde Boek, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid 3, luidend als volgt :

“De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op aanvragen tot bijwerking van de bijzondere normen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. ”

§ 2. Artikel D.29-14 van hetzelfde boek, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

“§ 3. Wanneer het in paragraaf 1 bedoelde dossier een effectbeoordeling en, in voorkomend geval, een aanvullende effectbeoordeling bevat, kunnen deze ook op een website worden geraadpleegd. De gemeente voldoet aan deze verplichting wanneer ze deze documenten online plaatst op haar website of wanneer ze een link creëert naar een website waar ze te vinden zijn. ”

Art. 46. In artikel D.49 van hetzelfde boek, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, wordt aangevuld met een h, luidend als volgt:

“h. de bijwerking van de bijzondere normen van de milieuvergunning overeenkomstig artikel 54/1 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. ”

Art. 47. In artikel D.144, § 2, van hetzelfde Boek van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 24 november 2021, wordt een lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid, luidend als volgt:

“De technische ambtenaar bedoeld in artikel 10, § 4, tweede lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning raadpleegt de gegevens in het centraal bestand bedoeld in artikel D.144, § 1, derde lid, 2°, 3°, 5°, 8° en 10°, van Boek I van de Milieuwetboek. ”

Art. 48. In artikel D.151 van hetzelfde Boek van hetzelfde Wetboek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, laatste alinea, wordt na het woord “beambte” de woorden “gemeentelijke vaststellende beambte” toegevoegd;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “bepaalt de berekeningswijze en het maximumbedrag” vervangen door de woorden “bepaalt de procedure, de ontvankelijkheidsvoorwaarden, de berekeningswijze en het maximumbedrag”.

Art. 49. Artikel D.152 van hetzelfde Boek van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 24 november 2021, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. D.152. Wanneer de bescherming van het milieu of het dierenwelzijn verenigbaar is met haar sociaal doel, kan een instelling van openbaar nut of een intercommunale aan de Regering voorstellen om in het kader van gewestelijke opdrachten overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie een of meerdere vaststellende beambten aan te wijzen om toe te zien op de naleving van de bepalingen bedoeld in artikel D.138 en de maatregelen die op grond van die bepalingen zijn genomen, met uitzondering van de bepalingen bedoeld in het eerste lid, 1° en 10°, en om overtredingen van die bepalingen op te sporen en vast te stellen. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de overmaking van dit voorstel alsook de aanwijzingsprocedure. De vaststellende beambten van de intercommunales worden gemachtigd om die opdrachten op het hele grondgebied van het Waalse Gewest uit te oefenen.

In haar beslissing tot aanwijzing bepaalt de Regering:

1° de uitgebreidheid van de bevoegdheden van de aangewezen vaststellende beambte ten opzichte van de in artikel D.138 bedoelde bepalingen rekening houdend met het maatschappelijk doel van de instelling of van de intercommunale;

2° de voorwaarden die de aangewezen vaststellende beambte moet vervullen in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten met name om de belangenconflicten te voorkomen.

Deze vaststellende beambten voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° geen strafrechtelijke veroordeling voor een misdaad, wanmisdrif of overtreding van de eerste of tweede categorie in de zin van dit deel opgelopen hebben;

2° beschikken over minstens:

a) een getuigschrift van het hoger middelbaar onderwijs;

b) een getuigschrift van het lager middelbaar onderwijs en een nuttige ervaring voor de uitoefening van de functie (vijf jaar) in dienst van een gemeente of een intercommunale;

3° een vorming waarvan de inhoud, voor elke type beambte, door de Regering wordt bepaald, met vrucht hebben gevolgd.

Deze vaststellende beambtengerechtsdeurwaarders oefenen hun gerechtelijke politiebevoegdheden alleen uit als ze beëdigd zijn. Deze beambten leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun administratieve standplaats. De vaststellende beambten werken samen bij de voeding van het in artikel D. 144 bedoelde centraal bestand.

Deze vaststellende beambten oefenen hun bevoegdheden uit onder voorwaarden die hun onafhankelijkheid en onpartijdigheid waarborgen. Zij beslissen zelfstandig en ontvangen geen andere instructies dan algemene instructies op dit gebied.

Gerechtelijke politiebevoegdheden mogen alleen worden uitgeoefend door beëdigde vaststellende beambten van instellingen van openbaar belang of intercommunales. De beambten leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun administratieve standplaats.

De Regering stelt de voorwaarden vast, waarbij de onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de vaststellende beambten wordt gewaarborgd. De hoofdgriffier stuurt een kopie van de opdracht en de eed naar zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg die bevoegd zijn in het Waalse Gewest. "

Art. 50. In artikel D.154 van hetzelfde Boek van hetzelfde Wetboek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 wordt voor het woord "vaststellende" ingevoegd tussen de woorden "van de indienstneming van een" en het woord "beambte";

2° het artikel wordt aangevuld met volgend lid:

"De Regering bepaalt de voorwaarden voor toekenning van de subsidie, de berekeningsmethode en het maximumbedrag."

Art. 51. In artikel D.161 van hetzelfde Boek van hetzelfde Wetboek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 24 november 2021, wordt lid 3 opgeheven.

Art. 52. In artikel D.162, lid 1, van hetzelfde Boek van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1°, b), worden na het woord "of tegen ontvangst meenemen" de woorden "met inbegrip van elk element waardoor een persoon kan worden geïdentificeerd" toegevoegd;

2° een 8/1° wordt ingevoegd tussen punt 8° en punt 9°, luidend als volgt:

"8/1° iets administratief in beslag nemen, hetzij met de instemming van de sanctionerende ambtenaar, hetzij op bevel van deze laatste";

c) in 13°, wordt ". " vervangen door ";;";

d) het lid wordt aangevuld met een punt 14°, luidend als volgt:

"14° elke databank die nuttig is voor het verkrijgen van de informatie en voor de uitvoering van de in dit artikel bedoelde opdrachten raadplegen". ";

2° er wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt:

"Voor de toepassing van het eerste lid, kan de vaststellende ambtenaar aan andere personen dan de betrokken persoon persoonsgegevens vragen die nodig zijn voor de voortzetting van de opdrachten die hem toevertrouwd worden. In zijn aanvraag toont het aan dat het noodzakelijk is om deze gegevens te bezitten. De opgevraagde gegevens worden dan door de persoon bij wie de gegevens worden opgevraagd, overgemaakt aan de sanctionerend ambtenaar die verantwoordelijk is voor de verwerking van deze persoonsgegevens onmiddellijk vanaf hun ontvangst. ";

3° in het tweede lid, wordt het cijfer "8" vervangen door de woorden "8° en 8/1°".

Art. 53. In artikel D.166 van hetzelfde Boek van hetzelfde Wetboek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 24 november 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord "vaststellende" ingevoegd tussen het woord "De" en het woord "beambte";

2° in paragraaf 2 wordt het derde lid vervangen als volgt:

"Binnen de vijf werkdagen na het afsluiten van het proces-verbaal bezorgt de operationele medewerker van de federale of lokale politie een kopie van dit proces-verbaal aan de sanctionerende ambtenaar die krachtens artikel D.197 bevoegd is om een eventuele administratieve sanctie op te leggen.

Art. 54. In artikel D.171 van hetzelfde Boek van hetzelfde Wetboek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 24 november 2021, wordt lid 3 opgeheven.

Art. 55. In artikel D.194 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 24 november 2021, wordt in paragraaf 2, eerste lid, een 8° toegevoegd, luidend als volgt:

"8° De sanctionerende ambtenaar kan de administratieve inbeslagneming bevelen van elk voorwerp dat zou kunnen worden gebruikt om de waarheid te achterhalen, van elk voorwerp dat de bron zou kunnen zijn van een overtreding in de zin van dit Deel, van elk ding dat hij krachtens artikel D.198 in beslag zou moeten nemen."

Art. 56. In artikel D.221, § 1, tweede lid, van hetzelfde Boek van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 24 november 2021, wordt een punt 6° toegevoegd, luidend als volgt:

"6° de geldbedragen die aan het Waals Gewest worden toegekend ter vergoeding van de schade die het heeft geleden ten gevolge van een milieumisdrijf in de zin van de Waalse wet of een andere regionale of nationale wet en/of ten gevolge van milieuschade die het heeft geleden in de zin van Richtlijn 2004/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende milieuaansprakelijkheid met betrekking tot het voorkomen en herstellen van milieuschade. Dit bedrag kan verkregen zijn op basis van een administratieve of gerechtelijke beslissing of via een minnelijke schikking."

Art. 57. In artikel D.222, § 1, eerste lid, van hetzelfde Boek van hetzelfde Wetboek wordt een 8° toegevoegd, luidend als volgt :

"8° de geldbedragen die aan het Waals Gewest worden toegekend ter vergoeding van de schade die het heeft geleden ten gevolge van een milieumisdrijf in de zin van de Waalse wet of een andere regionale of nationale wet en/of ten gevolge van milieuschade die het heeft geleden in de zin van Richtlijn 2004/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende milieuaansprakelijkheid met betrekking tot het voorkomen en herstellen van milieuschade.

HOOFDSTUK 5. — *Overgangs- en slotbepalingen.*

Art. 58. § 1. Dit artikel bevat de regels die van toepassing zijn op de geldigheidsduur van bestaande vergunningen en op verzoeken om de bijzondere normen daarvan bij te werken.

Onder bestaande vergunning wordt verstaan, de vergunningen die geldig zijn op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

§ 2. Bestaande vergunningen worden verleend voor de duur van de exploitatie van de inrichting.

Artikel 1 is niet van toepassing:

1° op de vergunningen bedoeld in artikel 50, § 1, tweede tot vierde lid, en § 2, van het decreet van 11 maart betreffende de milieuvergunning;

2° op de vergunningen die voor klasse 1-inrichtingen binnen vijftien maanden en voor klasse 2-inrichtingen binnen twaalf maanden na de datum van inwerkingtreding van dit decreet aflopen.

De in lid 2 bedoelde inrichtingen blijven onderworpen aan de procedure voor het verlenen van de vergunningen bedoeld in de hoofdstukken III, IV en XI van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Steengroevevergunningen voor onbeperkte duur worden verleend voor de duur van de exploitatie van de steengroeve.

Vergunningen voor een of meer windturbines worden verleend voor de duur van de exploitatie van de installatie wat het milieuaspect betreft, en voor onbeperkte duur wat het stedenbouwkundig aspect betreft.

§ 3. Voor de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde vergunningen stelt de directeur van de betrokken buitendirectie van het Departement Vergunningen en Machtigingen, hierna de "technisch ambtenaar" genoemd, de exploitant ervan in kennis dat hij een aanvraag moet indienen om de bijzondere normen van zijn vergunning bij te werken.

Het verzoek om bijwerking geldt voor alle vergunningen voor dezelfde inrichting. De vervaldatum waarmee rekening moet worden gehouden is die van de hoofdvergunning van de inrichting. Indien de hoofdvergunning is afgegeven zonder vervaldatum, wordt deze voor de toepassing van dit paragraaf geacht te zijn verlopen vierentwintig maanden na de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

In de kennisgeving wordt vermeld :

1° de informatie om de oorsprong van de inrichting te kunnen identificeren;

2° de verplichting voor de exploitant om de ontvangst van de kennisgeving binnen de dertig dagen na ontvangst ervan te bevestigen en daarbij aan te geven of hij al dan niet van plan is zijn activiteit voort te zetten na de in zijn vergunning vermelde vervaldatum;

3° als hij zijn activiteiten wil voortzetten na de in zijn vergunning vermelde vervaldatum, moeten hij een aanvraag indienen om de bijzondere voorwaarden van de vergunning aan te passen;

4° voor vergunningen waarop het in paragraaf 4, eerste lid, bedoelde tijdschema niet van toepassing is, de datum vóór dewelke de aanvraag tot bijwerking moet worden ingediend;

5° voor vergunningen waarop het in paragraaf 4, eerste lid, bedoelde tijdschema niet van toepassing is, de datum gedurende dewelke de aanvraag tot bijwerking moet worden ingediend;

6° de regels met betrekking tot het vervallen van de vergunning bij het niet reageren op de kennisgeving of het niet indienen van de aanvraag tot bijwerking.

Tegelijkertijd wordt de kennisgeving gestuurd naar de bevoegde overheid die in eerste instantie verantwoordelijk is voor de afgifte van de vergunning.

Indien de ontvangstbevestiging niet is verzonden binnen de termijn, vermeld in het derde lid, 2°, of het verzoek tot bijwerking niet is verzonden binnen de termijn, vermeld in het derde lid, 4° of 5°, naargelang het geval, zendt de technisch ambtenaar een herinnering met de vermelding dat :

1° indien binnen dertig dagen na ontvangst van de herinnering geen ontvangstbevestiging is verzonden, vervalt de vergunning op de in de vergunning vermelde vervaldatum;

2° als het verzoek tot bijwerking niet binnen dertig dagen na ontvangst van de herinnering wordt verstuurd, vervalt de vergunning op die datum;

Het verzenden van het verzoek om een bijwerking is gelijk aan een ontvangstbevestiging.

Als de vergunning vervalt, informeert de technisch ambtenaar in eerste instantie de exploitant, de toezichhoudende ambtenaar en de bevoegde overheid die verantwoordelijk is voor het afgeven van de milieuvergunning.

De Regering stelt de vorm vast waarin de inhoud van de in lid 1 bedoelde kennisgeving wordt vastgesteld.

§ 4. Om de in paragraaf 3, derde lid, 5°, bedoelde periode te bepalen, stelt de technisch ambtenaar een indicatief tijdschema van zeven jaar op dat rekening houdt met de volgende criteria :

1° de datum van afgifte van de milieuvergunning en de duur van de aanvankelijk verleende vergunning;

2° de aard van de inrichting;

3° het milieurisico;

4° de repressieve strategie.

Deze periode mag niet langer duren dan zeven jaar, gerekend vanaf de in de vergunning vermelde vervaldatum.

Het tijdschema is niet van toepassing:

1° op klasse 1 inrichtingen;

2° op de inrichtingen zoals omschreven in artikel 1, § 3, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en verscheidene maatregelen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

3° op de inrichtingen bedoeld in bijlage XXIII bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

4° inrichtingen waarvan de exploitant het voorwerp heeft uitgemaakt van een vonnis of beslissing als bedoeld in artikel 144, § 1, derde lid, 8° en 10°, van Boek I van het Milieuwetboek dat is uitgesproken binnen een termijn van vijf jaar voorafgaand aan de datum van verzending van de kennisgeving, vermeld in paragraaf 2, tweede lid;

5° inrichtingen waarvoor in de vijf jaar voorafgaand aan de datum van verzending van de kennisgeving, vermeld in paragraaf 3, eerste lid, op kosten van de exploitant de volgende maatregelen zijn bevolen:

a) de terugvorderingsmaatregelen met betrekking tot de inrichting en bevolen krachtens de artikelen D.185 en D.189 van Boek I van het Milieuwetboek, bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing;

b) de uitvoerbare dwangmaatregelen betreffende de inrichting en bevolen in toepassing van artikel D.169 van Boek I van het Milieuwetboek;

3° de terugvorderingsmaatregelen met betrekking tot de inrichting en bevolen krachtens artikel D.201 van Boek I van het Milieuwetboek, bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing;

Voor de toepassing van paragraaf 3, 4° en 5° kan de technisch ambtenaar de gegevens uit het centraal bestand bedoeld in artikel D.144, § 1, derde lid, 2°, 3°, 5°, 8° en 10°, van Boek I van het Milieuwetboek raadplegen.

§ 5. De in paragraaf 3, eerste lid, bedoelde kennisgeving wordt uiterlijk zes maanden voor de in de vergunning vermelde vervaldatum gedaan.

In afwijking van lid 1^{er} wordt de kennisgeving gedaan :

1° voor klasse 1-inrichtingen, uiterlijk drie maanden vóór een termijn van twaalf maanden voorafgaand aan de in de vergunning vermelde vervaldatum;

2° voor klasse 2-inrichtingen die niet onder het tijdschema vallen, uiterlijk drie maanden voor de termijn van negen maanden voorafgaand aan de in de vergunning vermelde vervaldatum;

§ 6. Het verzoek om bijwerking wordt ingediend:

1° voor klasse 1-inrichtingen, uiterlijk twaalf maanden voor de vervaldatum vermeld in de vergunning, onder voorbehoud van de herinnering vermeld in paragraaf 3, vijfde lid, 2°;

2° voor niet onder het tijdschema vallende klasse 2-inrichtingen, uiterlijk negen maanden voor de in de vergunning vermelde vervaldatum, behoudens de herinnering bedoeld in paragraaf 3, vijfde lid, 2°.

Voor de inrichtingen waarop het tijdschema betrekking heeft, wordt het verzoek tot bijwerking verzonden binnen de door de technische ambtenaar overeenkomstig paragraaf 3, derde lid, 5°, vastgestelde termijn, behoudens de herinnering, vermeld in paragraaf 3, zesde lid, 2°. Aanvragen die vóór het begin van deze periode zijn ingediend, zijn niet ontvankelijk.

§ 7. De vergunning vervalt:

1° op de vervaldag vermeld in de vergunning als geen ontvangstbewijs wordt verstuurd binnen de dertig dagen na ontvangst van de herinnering bedoeld in paragraaf 3, vijfde lid, 1°;

2° bij het verstrijken van de termijn van dertig dagen na ontvangst van de herinnering bedoeld in paragraaf 3, lid 5, 2°, indien het verzoek tot bijwerking niet binnen deze termijn is verzonden;

3° op de in de vergunning vermelde vervaldag als de exploitant in antwoord op de kennisgeving verklaart dat hij de exploitatie van zijn inrichting niet wenst verder te zetten;

4° wanneer het verzoek tot bijwerking onvolledig wordt verklaard met toepassing van artikel 20, § 3 van het decreet:

a) hetzij op de vervaldatum vermeld in de vergunning;

b) hetzij op de datum van de beslissing bedoeld in artikel 20, § 3, indien deze na de onder a) bedoelde datum valt;

5° in geval van weigering om de bijzondere normen van de vergunning bij te werken. In dat geval bepaalt de bevoegde overheid op welke datum de activiteiten moeten worden stopgezet en welke aanvullende herstelprocedures moeten worden gevolgd. Ze informeert de technische ambtenaar.

§ 8. De zendingen bedoeld in het eerste lid tot en met het vierde lid gebeuren overeenkomstig artikel 176, eerste lid van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen.

Art. 59. Onder voorbehoud van artikel 17 worden de vóór de datum van inwerkingtreding van dit Wetboek ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

Art. 60. Dit decreet treedt in werking op de datum bepaald door de Regering, met uitzondering van artikel 27, dat in werking treedt op de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 5 is niet van toepassing op dealgemene, sectorale en integrale normen die gelden op het tijdstip van inwerkingtreding van dit besluit.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement 1663 (2023-2024) Nrs. 1 en *1bis* tot 4.

Volledig verslag, openbare zitting van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/009018]

28 MARS 2024. — Décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de simplifier le fonctionnement et l'organisation des organes communaux et provinciaux. — Errata

Dans le décret susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 18 juin 2024, à la page 75797, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les articles 97, 98, 99, 100, 101, 103 et 104 se lisent comme suit :

« **Art. 97.** Dans le Livre V, inséré par l'article 96, il est inséré un Titre I^{er} intitulé " Procédure d'attribution des contrats relatifs à des opérations immobilières et opérations mobilières ».

Art. 98. Dans le Titre I^{er}, inséré par l'article 97, il est inséré un chapitre 1^{er} intitulé « Champ d'application et définitions ».

Art. 99. Dans le chapitre 1^{er}, inséré par l'article 98, il est inséré un article L3511-1 rédigé comme suit :

« Art. L3511-1. § 1^{er}. Au sens du présent Livre, l'on entend par :

1° le pouvoir local : un des pouvoirs locaux visés à l'article L3111-1, § 1^{er}, à l'exception des zones de police unicomunales et pluricomunales et des zones de secours;

2° l'opération immobilière : la vente, l'échange, le droit d'emphytéose, le droit de superficie, le louage, le droit de chasse, le droit de pêche, la concession domaniale ou l'occupation précaire portant sur un bien immeuble qui appartient au pouvoir local;

3° l'opération mobilière : l'opération relative à la vente ou à la mise à disposition de biens meubles corporels qui appartiennent au pouvoir local.

§ 2. Sont exclues du champ d'application du présent Livre, les opérations portant à la fois sur l'attribution de contrats relatifs à des opérations immobilières ou à la vente ou à la mise à disposition de biens meubles corporels qui appartiennent à la commune et sur l'attribution de marché public ou de concessions de services ou de travaux, sur l'octroi de toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, octroyée à des fins d'intérêt public ou sur l'application d'un règlement-redevance. ».